

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

N°

THÈSE

Année 1909

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le 11 novembre 1909

Par M. Louis ROUDERGUES

Né à Saint-Etienne-de-Maurs (Cantal), le 5 septembre 1882.

UNE SEMAINE D'HYGIÈNE SOCIALE

A DUNKERQUE

(Chez le Dr G. LANCERY)

LA MULTIPLICATION DES CHAUMIÈRES

REMÈDE A LA DÉPOPULATION FRANÇAISE

Président : M. Albert ROBIN, Professeur.

Juges : { M. DEBOVE, Professeur.
M. GOUGET, Professeur agrégé.
M. CASTAIGNE, Professeur agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE J.-B. BAILLIÈRE ET FILS

19, RUE HAUTEFEUILLE, 19

1909

A M. LE DOCTEUR G. LANCRY

Ancien interne des hôpitaux de Paris
Médecin des contagieux dans les hôpitaux de Dunkerque
Médecin de la Goutte de lait,
de l'asile des petites sœurs des pauvres, du bureau de bienfaisance.
Membre fondateur de la Ligue française du Coin de terre et du Foyer.
Membre du Comité de l'Association française
contre la tuberculose.

Cordial merci, pour ce que j'ai vu, pour ce que j'ai entendu, et pour ce que j'ai appris, dans la semaine d'hygiène sociale, passée sous votre direction.

A M. LE DOCTEUR JACQUES BERTILLON

Respectueux remerciements pour sa bienveillance à notre égard, pour ses conseils dans la saine et judicieuse interprétation des statistiques.

A notre Président de Thèse

M. LE PROFESSEUR ALBERT ROBIN,
Commandeur de la Légion d'honneur

Nous devons offrir la présidence de cette thèse au Maître éminent qui a fait, de l'œuvre des Jardins ouvriers, une institution hygiénique, et l'a prise sous sa puissante protection. Nous lui adressons l'expression de notre très vive gratitude, pour l'avoir acceptée, malgré ses trop nombreuses imperfections.

UNE SEMAINE D'HYGIÈNE SOCIALE

A. DUNKERQUE

(Chez le Docteur G. LANCERY)

LA

MULTIPLICATION DES CHAUMIÈRES

REMÈDE A LA DÉPOPULATION FRANÇAISE

INTRODUCTION

Citadin par nécessité scolaire, rural par droit de naissance, profondément épris du pays natal et de la maison de famille, nous avons depuis longtemps suivi, avec tristesse, ceux de nos compatriotes qui s'en vont tenter la fortune à Paris, et ne trouvent, bien souvent, qu'une mort prématurée.

La lecture du livre de M. le Dr LANCERY, *Villes Meurtrières, dot agraire* — dont M. le professeur LANCDOUZY dit, dans sa préface : « c'est plus qu'un beau livre, c'est une bonne action », — nous a précisé

le mal social de l'exode rural, dont nous n'avions que le vague sentiment; et nous a donné le vif désir de consacrer notre thèse inaugurale à un sujet analogue.

Pendant ces dernières vacances, nous sommes allé visiter la région de Dunkerque; nous avons frappé à la porte du médecin, dont le nom est synonyme de *Jardins ouvriers*, et nous lui avons exprimé notre désir.

Pour combien de temps êtes-vous à Dunkerque, nous demanda le Dr LANCY ?

— Pour une huitaine de jours.

— Vous avez lu *Villes Meurtrières, Dot Agraire* ?

— Oui. Je l'ai même étudié.

— Et comment l'avez-vous trouvé ?

— Fort intéressant, mais très scientifique, très bourré de documents et de statistiques.

— Eh bien, voulez-vous en faire une édition pour le grand public ?

— Comment cela ?

— Voici : J'ai trouvé au bureau de M. le Dr BERTILLON, à Paris, une foule de statistiques nouvelles qui sont là, dans mes cartons. Il suffirait de les colliger, de les comparer, d'en tirer l'enseignement qui en découle. Au besoin, M. le Dr Jacques BERTILLON, qui m'a toujours témoigné une extrême bienveillance, nous aiderait, et vous pourriez vulgariser la solution de la question, apparemment si confuse, de la dépopulation française.

— En huit jours ?

— Oui ; allez chercher votre valise, vous descendrez chez moi, et nous travaillerons ensemble.

— Mais arriverai-je à posséder mon sujet ?

— Non seulement vous posséderez votre sujet, mais je vais vous le faire *vivre*.

— Comment cela ?

— Dunkerque est, à la question de la dépopulation, ce que la patte de grenouille est à l'étude de la circulation du sang. Il y a vingt ans que je la vois se dérouler sous mes yeux : il suffira que vous ayez des yeux pour voir, et, au besoin, je vous les ouvrirai...

L'invitation était faite si cordialement que je l'acceptai sans hésiter. Pendant huit jours j'accompagnai le D^r LANCY à la visite de son service à l'hôpital de Dunkerque ; dans la matinée nous faisons ensemble une excursion d'hygiène sociale à Dunkerque ou dans les environs, et, pendant l'après-midi, je bûchais des statistiques — dont nous interprétions, ensemble, la signification, dans la soirée.

Puis je m'en retournai à Paris, coucher sur le papier le petit livre qui va suivre, et que le D^r LANCY a bien voulu revoir et reviser.

Telle est l'origine de ce travail.

Si on nous reproche qu'il n'est pas le fruit de nos recherches personnelles, nous répondrons simplement que, malgré un travail régulier et consciencieux de six années, nous ne nous sommes pas senti

suffisamment documenté pour faire autre chose qu'une thèse de vulgarisation. Si on nous reproche, en outre, d'avoir quitté les sentiers battus, et abandonné le formalisme traditionnel, dans l'ordonnance des thèses de doctorat, nous répondrons : Nous avons conscience d'avoir fait un travail vraiment opportun parce qu'utile à notre pays. Qu'importe la forme, si nous sommes bien dans la tradition de la médecine !

DIVISION

Notre travail comprend deux parties : une partie *médicale*, une partie *sociale*.

A. — Dans la première partie nous étudions :

a) *Dunkerque et ses environs* : c'est l'objet du premier chapitre ;

b) Dans un second chapitre, nous recherchons, à la lumière des *statistiques*, si les phénomènes, observés dans la région dunkerquoise, se produisent dans l'ensemble du territoire français :

1° *Villes* ;

2° *Campagnes*.

C'est la partie médicale, scientifique, doctrinale.

B. — Dans la deuxième partie, nous étudions des

populations qui habitent une terre « libre », et qu'on a dénommées « *Populations physiologiques* ».

Nous essayons de démontrer, en enregistrant simplement les faits, comment, avec de la terre, la *race* et la *maison* se multiplient spontanément.

C'est la partie sociale, expérimentale.

PREMIÈRE PARTIE

I. — La région de Dunkerque.

I. — La campagne flamande.

Mon cher ami, nous dit le Dr LANCERY, nous allons *terminer* notre semaine d'hygiène sociale en montant sur la tour de Dunkerque, et, de là, avec le panorama de la ville et de la région, qui se déroulera sous nos yeux, nous *résumerons* les choses essentielles que nous avons vues.

Dunkerque est située sur le littoral de la mer du Nord : à vingt kilomètres de Gravelines, à quarante kilomètres de Calais qui se trouvent à l'ouest, et à treize kilomètres de la frontière belge.

Comme la mer recule depuis des siècles, elle abandonne, sur toute la longueur du littoral, une longue bande de territoire — large de un à deux kilomètres, et formée de sable marin. Cette bande de territoire s'appelle les dunes. Elle est occupée par une population de marins pêcheurs, tout à fait spéciale, disséminée dans les communes ou hameaux dénommés : les

Forts Philippe, les Huttes, Fort Mardyck, Bray-Dunes. Ces populations sont tout à fait « naturelles » ou mieux « physiologiques ». Nous les décrirons plus loin.

Laissant de côté la mer et les dunes, pour nous tourner, au sud, du côté du continent, nous sommes sur la tour de Dunkerque, d'où nous voyons :

1^o L'enceinte de la ville ;

2^o Une demi-lune de quatre kilomètres de rayon formant la petite banlieue de Dunkerque ;

3^o Une grande demi-lune de vingt kilomètres de rayon, constituant toute la grande banlieue de Dunkerque.

Cette *grande banlieue* de Dunkerque est semée de beaux villages agricoles extrêmement prolifiques, qui se dépeuplent par émigration : envoyant soldats, douaniers, domestiques, servantes, petits commerçants, sur Dunkerque et sa petite banlieue ; nous avons vu, en visitant quelques maisonnettes ou quelques chaumières rurales de la grande banlieue, que cet exode était forcé — du fait de l'impossibilité, pour les nombreuses familles, d'établir leurs enfants à la campagne, faute d'une pièce de terre. Les jeunes filles se rendent à la ville, et y deviennent des servantes.

Voici l'origine de quelques-unes :

Julie. — Venue de Cassel, sept enfants, chez ses parents, — dont six vivants.

Marie. — Venue d'Herzcelle, 17 enfants (de deux lits) chez ses parents, — dont sept vivants.

Louise. — Venue de Socx, 18 enfants, chez ses parents, — dont treize vivants.

Maria. — Venue de Coccyde (Belgique), 10 enfants, chez ses parents, — dont dix vivants.

Elise. — Venue d'Arambourcappel, 11 enfants, chez ses parents, — dont neuf vivants.

Pauline. — Venue de Bourbourg-Campagne, 9 enfants, chez ses parents, — dont sept vivants.

Dans l'énumération du nombre des enfants, par famille, les avortements ne sont pas comptés.

La *petite banlieue* de Dunkerque compte, depuis 1861, trois communes nouvelles, deux sections nouvelles de commune, et une paroisse nouvelle en instance d'érection en commune, — savoir :

Malo-les-Bains, érigée en commune en 1890.

Saint-Pol-sur-Mer, érigée en commune en 1878.

Rosendael, érigée en commune en 1890.

Les sections A et B de Coudekerque-Branche.

La paroisse Saint-Antoine de Padoue — de Petite Synthe.

Cette petite banlieue de Dunkerque a augmenté, en 30 ans, de 28.000 habitants.

PETITE BANLIEUE DE DUNKERQUE

En 1878..... 8.000 habitants.

— 1908..... 36.000 —

Augmentation en 28 ans : 28.000 habitants.

Et nous avons pu voir, de nos yeux, la population agricole de la grande banlieue émigrer sur la petite banlieue, se transformer en population industrielle et ouvrière et aussi y devenir misérable, car la spéculation a fait passer la valeur des terrains de la petite banlieue de 0 fr. 25 le mètre carré, en 1875, à cinq, six, dix, quinze francs le mètre carré.

Cet exode rural, sur la petite banlieue, nous est apparu évident par le développement excessif de la population de la grande banlieue. Nous l'avons également constaté à Dunkerque. Nous avons vu la caserne des douanes, et nous avons pu nous assurer que la plupart des douaniers et des femmes des douaniers n'étaient pas originaires de Dunkerque. Nous avons vu une foule de petits commerçants qui n'étaient pas nés à Dunkerque ; nous avons vu au moins six à sept cents servantes ou domestiques masculins, qui tous viennent de la campagne ; nous avons vu certaines industries, comme celle de la fabrication des briques, qui n'emploient que des ouvriers belges.

Donc l'émigration en ville est manifeste ; elle s'impose aux yeux.

Mais cette immigration est faite de jeunes gens, de jeunes filles qui se marieront à Dunkerque, d'adultes mariés qui procréent à Dunkerque. Donc ne nous hâtons pas trop de conclure, parce que la natalité, à Dunkerque, est de 26 — au lieu de 22 pour l'ensemble de la France — que cette ville favorise la per-

pétuité, et même la multiplication de la race française ; car Dunkerque contient, du fait de l'immigration, beaucoup plus de générateurs que n'en présente une population normale.

De même les campagnes, dont la natalité n'est que de 24, peuvent être beaucoup plus prolifiques que Dunkerque parce que le nombre des générateurs est supérieur à la normale. Et une conclusion qui se dégage de cette constatation, c'est que les migrations de la population entachent d'erreur toutes les statistiques démographiques.

*
*
*

Au point de vue exclusivement social, nous avons saisi le contraste entre Malo et Saint-Pol — et trouvé la solution, rationnelle et facile, du paupérisme à Dunkerque. C'est ce que nous allons étudier.

II. — Dunkerque et ses faubourgs.

Du bout de l'horizon — de Gravelines à l'ouest, de Cassel au sud, d'Hondschoote et de Furnes à l'est, — nous venons de voir toute la fleur de la jeunesse rurale désertier le pays natal, se diriger sur Dunkerque, s'arrêter sur sa banlieue immédiate, les communes anciennes, de Petite-Synthe et de Coudekerque-Branche, former les communes nouvelles de Rosen-

dael, de Saint-Pol-sur-Mer, de Malo-les-Bains, et pénétrer en foule jusque dans Dunkerque, pourtant resserrée dans une ceinture inextensible de remparts. Avant de descendre de notre poste d'observation, regardons ce qui s'est passé *aux pieds de la tour*.

Dunkerque. — Voici la ville de Dunkerque et ses trois quartiers, nettement découpés par des canaux.

1° *La Ville Haute* ou vieux Dunkerque, à rues généralement bien tracées, bien orientées et bien espacées, c'est-à-dire *rectilignes, orientées* est-ouest ou nord-sud, et *espacées* de manière à laisser un jardin ou une cour profonde à la plupart des maisons. La plupart d'entr'elles n'ont qu'un ou deux étages, ce sont des maisons familiales, propres à la perpétuité et à la multiplication des familles, donc à la perpétuité et à la multiplication de la race.

2° *La Basse Ville*, terrain annexé à la Haute Ville par Vauban, qui traça les rues, en ingénieur de génie qu'il était, suivant les rayons équidistants d'un éventail, reliés par des arcs de cercle équidistants. Ces rues sont toutes de la largeur d'un boulevard.

C'est d'abord en « basse ville » que se logea toute la population rurale immigrée à Dunkerque, et voici qu'apparaît, à la place de la vieille ville familiale, flamande — dont le type est celui de la plupart des anciennes villes belges — la hideuse ville moderne, ne renfermant que des maisons de rapport : maisons

à étages multiples, à logements surpeuplés, à maisons de derrière, à toitures hérissées de cheminées, et déversant des nuages de suie et de fumée. Et pourtant, grâce au plan tracé par Vauban, grâce à la largeur des rues, grâce à ce qu'on appelle aujourd'hui *le plan d'extension* des villes — et qui est obligatoire dans toutes les villes d'Allemagne — la basse ville reste saine et salubre.

3° *Le Jeu de Mail*, quartier moderne, horriblement bâti, suivant la fantaisie et les cupidités des entrepreneurs, encadrant tout un champ immense, dans lequel j'ai vu pousser du blé, de maisons sans profondeur, d'impasses, de courettes ignobles, — dont l'une est connue sous le nom de « cour des miracles ». C'est le refuge de la misère, et le milieu de culture du paupérisme. Et pourtant, grâce à la ceinture d'espaces libres, de remparts, de terrains militaires, qui entoure Dunkerque et qui borde ce quartier, le Jeu de Mail reste *relativement* salubre.

Ce *Jeu de Mail* — ancien terrain communal réservé aux jeux, et que la ville a vendu — contient à lui seul 2.400 indigents assistés du bureau de bienfaisance.

Le paupérisme. — Mais l'exode rural et l'immigration urbaine n'ont pas encombré d'indigents que le seul quartier du Jeu de Mail. La Basse Ville, elle aussi, en est remplie et la Haute Ville en compte un

grand nombre. Sur une population de 39.000 âmes, il y a 8.252 personnes assistées par le Bureau de bienfaisance.

DUNKERQUE

Population totale.....	39.000
Assistés du bureau de bienfaisance.	8.252

Cette institution dépense, annuellement, 100.000 fr. en secours divers : bons de pain, de viande, de charbon, de vêtements, secours de loyers. C'est une charge de 12 francs par tête, soit de 60 francs par famille de cinq personnes.

De plus, l'hôpital dépense, chaque année, de 130 à 150.000 francs pour les pauvres, malades, vieillards infirmes, soit un supplément de 100.000 francs, sur les dépenses d'il y a cinquante ans, alors que, l'exode rural et l'immigration urbaine n'ayant pas eu lieu, nous ignorions le paupérisme. C'est donc à nouveau 12 francs par tête, ou 60 francs par famille de cinq enfants, que nous coûte le paupérisme.

Or, il faut noter que 60 francs représentent la valeur locative d'un demi-hectare de terre, dans les régions les plus fertiles de la Flandre.

Faites donc un simple virement, d'une partie des fonds de l'Assistance publique urbaine, au profit de la prévoyance publique rurale, vous assurez à une famille rurale la jouissance *perpétuelle* d'un demi-

hectare de terre dans son pays : vous lui permettez de vivre, et vous l'empêchez de venir en ville vous tendre la main.

Paupérisme et société moderne. — Et pour terminer, jetons les yeux sur le chenal et sur les deux communes qui le bordent : Malo-les-Bains à droite, Saint-Pol-sur-Mer à gauche, avec, sur la plage, le sanatorium. Voilà bien l'image de la société moderne : *A droite*, une digue, des villas, des chalets, des casinos, des kursaal — la ville de la richesse apparente, du luxe, du plaisir, du *carnaval permanent* — c'est Malo ;

A gauche, la ville ouvrière, laborieuse, pauvre, défilant ses longues théories d'ouvriers et d'ouvrières aux heures du matin, du midi et du soir, la ville du *travail permanent* : c'est Saint-Pol.

Riches et patriciens d'un côté ; plèbe et prolétaires de l'autre, ce serait la reproduction de la société antique, si le sanatorium ne venait, en son écriture de pierre, affirmer l'influence de l'idée chrétienne, de l'affection mutuelle, de la charité.

Eh bien, d'où vient ce besoin de charité à recevoir par les uns, à exercer par les autres ? D'où viennent ces œuvres innombrables de charité, de philanthropie, d'altruisme, que nos grands-parents ne connaissaient pas, du moins sous les formes actuelles ? Toutes ces œuvres diverses ne sont, en définitive, que la recons-

titution volontaire du *bien des pauvres* par la classe riche qui l'accapara, trop souvent peut-être, injustement.

Ce *bien des pauvres* était constitué à Dunkerque, il y a seulement 60 ans, par toutes les dunes, désormais envahies par les plages de Malo, de Malo centre, de Malo terminus. Tous ces terrains étaient biens communaux, et formaient le patrimoine des pauvres. Les représentants de la classe riche, qui dirigeaient les affaires de la ville, les ont aliénés — 756 hectares — pour la somme dérisoire de 41.000 fr., et les pauvres se sont trouvés dépouillés, et réduits à la condition que nous voyons à Saint-Pol.

Mais d'autres représentants de cette classe riche ont voulu réparer cette injustice, en adoucissant le paupérisme par une foule d'institutions philanthropiques : sanatoriums, hôpitaux, hospices, gouttes de lait, maternités, arbres de Noël, etc., etc.

Et il est arrivé que cette réparation est beaucoup plus onéreuse que la restitution aux pauvres de leur part de biens communaux : restitution qui éviterait l'encombrement, la difficulté de vivre, l'alcoolisme et la prostitution ; et comme conséquence le socialisme, l'anarchisme, l'antipatriotisme et l'antimilitarisme — fruits trop naturels de cet état de chose.

C'est pour nous une grande joie, et un gage d'avenir, de rappeler ici les belles paroles que prononça M. le

professeur Albert ROBIN, le 25 octobre 1903 — au « Congrès international des Jardins ouvriers », dans une séance qu'il avait bien voulu honorer de sa présidence : — « Ramener l'homme à la terre, le rattacher au sol, lui donner sa part de lumière, d'air pur, de travail heureux et libre, quel magnifique programme dont la réalisation, qui est possible, deviendra aussi l'un des éléments, non seulement de la lutte antituberculeuse, mais encore de la prophylaxie morbide en général ! »

Il ne faut pas espérer une pareille réforme d'une révolution, mais de l'esprit d'équité, de justice et d'intérêt bien compris des riches, qui seront toujours la classe forte. Les révolutions n'ont jamais fait que changer de mains la fortune, sans la répartir équitablement.

Si on veut bien y réfléchir, l'histoire que nous venons de raconter, sur l'aliénation des biens communaux à Dunkerque, est l'histoire de toute la France. Au commencement du siècle, la classe des gens ne possédant rien en propre était aussi nombreuse qu'aujourd'hui ; mais elle jouissait viagèrement du patrimoine foncier des communes rurales, très riches en pâturages, en landes, en forêts, en bois, en carrières.

En livrant les « communaux » à l'agriculture, on pouvait en réserver une part viagère, sous la tutelle de la commune, à toutes les familles pauvres : c'est

ce qui a été fait en beaucoup d'endroits, notamment à Beuvraignes en France, de même en Belgique et au Luxembourg.

Ce faisant, on eût évité l'exode rural et toutes ses désastreuses conséquences.

Pour le faire aujourd'hui, il n'y aurait pas un centime à dépenser; il suffirait d'un simple virement de fonds de l'Assistance publique, et l'opération n'exigerait qu'un laps de temps égal à une génération humaine.

Nous allons montrer qu'il faut, de toute nécessité, sous peine de mort par dépopulation, c'est-à-dire par disparition de la race française, en arriver là.

III. — Erreurs relatives à la dépopulation.

Avant de quitter Dunkerque, il est nécessaire, pour éclairer la seconde partie de ce travail, de signaler quelques erreurs relatives à la dépopulation.

1° Les aberrations de la statistique. — Les aberrations des statistiques, et de leur traduction démographique, tiennent à une cause permanente et à des causes accidentelles, ayant toutes pour origine cette faute de méthode : à savoir que les démographes *improvisés* ne comparent pas des populations comparables. En exagérant ce vice de méthode, pour le faire sauter aux yeux, ils comparent la mortalité et la

natalité dans une *maternité* et dans une *caserne*, et ils en concluent tout ce à quoi ils veulent aboutir.

La cause *permanente*, c'est que les statistiques font complètement abstraction des migrations de la population.

Les causes *accidentelles* sont l'expédition, hors la ville, de beaucoup d'enfants placés en nourrice et, pour les grandes villes, le retour au pays natal d'un certain nombre de vieillards qui ont passé à la ville leur période adulte de procréation.

Prenons deux exemples pour rendre concret ce que nous venons d'avancer.

Voici deux localités différentes : Paris, Dunkerque, en apparence très comparables.

Les statistiques nous donnent :

PARIS (1901)

Population.....	2.660.000 habitants.
Naissances.....	56.569 unités
Décès.....	49.770 —

DUNKERQUE (1907)

Population ¹	38.287 habitants.
Naissances.....	1.030 unités.
Décès.....	802 —

Que va faire le démographe improvisé ? Une simple division, et conclure :

PARIS (1901)

Natalité.....	21,3
Mortalité.....	19

DUNKERQUE

Natalité.....	27
Mortalité.....	18,4

Etant donné que

FRANCE

Natalité.....	23
Mortalité.....	21

il en résulte que la situation de Paris est supérieure à celle de la France, puisque son excédent de natalité est de 2,3, alors que l'excédent de natalité, pour la France, n'est que de 2.

Quant à Dunkerque, c'est un milieu urbain admirable, puisqu'il produit une excessive natalité avec une mortalité infime.

Eh bien, la vérité est *toute autre*.

A. — Il y avait, pour 100 personnes :

A PARIS EN 1901

Vieillards (plus de 50 ans).....	18
Adultes (15 à 50 ans).....	63
Enfants (de 0 à 15 ans).....	18

soit 18 enfants, pour 63 personnes en âge de génération ;

A DUNKERQUE

Vieillards	17
Adultes.....	51
Enfants.....	29

soit 29 enfants, 51 personnes.

Or peut-on comparer deux villes dont l'une contient 63 reproducteurs et l'autre 51, en comparant purement et simplement le chiffre des naissances ?

B.— D'autre part, nous savons que la composition de la population française, pendant la moitié du xix^e siècle, était (BERTILLON) de 21 vieillards, 51 adultes, 28 enfants, et que, par cette proportion, la population augmentait, « en cinquante ans, comme 1000 est à 300 » (BERTILLON).

FRANCE (1801-50)		DUNKERQUE (1896)
Vieillards	21.....	17
Adultes	51.....	51
Enfants	28.....	29

Or, la composition de la population de Dunkerque, en dépit de son excédent de natalité si élevé, 9,4, est sensiblement égale à celle de la France pendant la première moitié du xix^e siècle ; mais, au point de vue de la prolificité, il faut faire le décompte de toute l'immigration venue des campagnes. Or, cette immigration est considérable, nous l'avons vue de nos yeux.

D'autre part, Paris a une *natalité* (21) *très exagérée*.

rée : du fait de la forte immigration d'adultes, qu'elle reçoit chaque année ; une *mortalité très atténuée* : du fait des enfants (21.000) qu'elle envoie en nourrice, et dont 3.000 meurent en province ; du fait des vieillards qui s'en retournent mourir en province, et dont un millier dans les établissements de l'Assistance publique. Que peuvent bien signifier, *dans ces conditions*, le quantième par 1000 habitants, de naissances et de décès, inscrits sur les registres de l'état civil ?

En définitive, en prenant des chiffres approximativement exacts, pour bien montrer le vice des statistiques, appliquées *comparativement* aux villes et aux campagnes, voici comment se répartit la population :

POPULATION PAR GROUPES D'ÂGE			
	France.	Villes.	Campagnes.
Vieillards.....	20	21	19
Adultes.....	55	60	50
Enfants... ..	25	19	31

Etant donné que, suivant les lois de la vie, les naissances sont données par les adultes de 15 à 50 ans (époque de la fécondité féminine), il est évident que les villes, à *prolificité égale*, devront fournir une natalité supérieure à celle des campagnes : une natalité exagérée, dans la proportion de 58 à 45, c'est-à-dire de un quart.

Etant donné, suivant les lois générales de la vie, que le tribut mortuaire est payé par les enfants et les

vieillards, il est évident que les campagnes, qui comptent 36 enfants pour 20 en ville, auront un tribut mortuaire notablement plus élevé que celui des villes; donc, une mortalité supérieure.

Par conséquent, la *pseudo*-démographie contemporaine masque et dissimule, sous le paradoxe de la mortalité et de la natalité générales, l'influence meurtrière des villes, et la prolificité des campagnes.

Il faut, si on cherche sincèrement la vérité, revenir aux traditions des vrais et judicieux démographes : établir la *natalité* proportionnellement au nombre des générateurs, établir la *mortalité* des enfants proportionnellement à leur nombre — comme le fait le Dr Jacques BERTILLON, dans son supplément à l'*Annuaire de Paris*.

*
* *
*

2° Une autre erreur, relative à la dépopulation française, consiste à mettre sa confiance dans les maisons dites *Maisons à bon marché*.

Les différents groupes de maisons à bon marché : cité Gabrielle à Rosendael, maisons de la rue du Pont-Neuf à Rosendael, maisons de la Compagnie du Nord à Coudekerque-Branche, sont des maisons auxquelles on peut reconnaître toutes les qualités qu'on voudra, sauf celles d'être des maisons *populaires*, des maisons *prolifiques*, en un mot des nids pour l'espèce

humaine. Ce sont des fleurs de civilisation aussi belles, si l'on veut, que des chrysanthèmes, mais exotiques, sans parfum de terroir, poussées dans la serre chaude du milieu urbain, fortement arrosées de philanthropie et d'altruisme. Elles sont faites pour des employés en habit noir et à la ceinture serrée, obligés de compter minutieusement le prix de revient d'un enfant, et forcés de considérer une naissance accidentelle comme le plus grand des désastres.

Qu'on fasse des maisons à bon marché, tant qu'on voudra : c'est un progrès. Mais qu'on compte sur les habitations à bon marché, pour remédier à la dépopulation : c'est un leurre, et nous ne comprenons pas qu'on puisse y croire.

* *

3° Restent : *les consultations de nourrissons et les gouttes de lait*. Pour bien montrer que les puériculteurs *eux-mêmes* ne croient pas à l'efficacité de ce remède à la dépopulation, c'est que *jamais*, du moins à notre connaissance, traité, conférence, congrès de *puériculture* ne s'est risqué à montrer la diminution de la natalité parallèle et souvent supérieure à la diminution de mortalité :

Exemple :

DUNKERQUE

Population en 1888 et en 1907 39.000 âmes.

Décès

En 1888.....	1006
1907.....	802
Diminution des décès.....	204

Et alors on se félicite des progrès de l'hygiène.

Mais voici le revers de la médaille.

Naissances

En 1888.....	1349
En 1907.....	1030
Diminution des naissances...	319

Donc on a perdu 319 naissances et bénéficié d'une diminution de 204 décès.

Et ce qui se passe à Dunkerque n'est pas une exception, *c'est la même chose partout*. La population n'augmente que là où il y a beaucoup de décès, parce qu'il n'y a beaucoup de décès que là où il y a énormément de naissances. Et la population diminue partout où il y a un nombre extrêmement réduit de décès parce que cette réduction du nombre des décès est due non pas à l'hygiène, mais à l'absence des naissances. La mortalité est idéalement réduite à zéro dans le désert du Sahara ou au Pôle Nord, parce qu'il n'y naît personne.

Que les gouttes de lait soient de bonnes œuvres charitables, nous n'y contredisons pas ; mais qu'elles poussent à la procréation, alors qu'elles compliquent tellement, et rendent si onéreux l'élevage des enfants, non ; ou bien il faut les réformer, par exemple les transformer en secours aux familles nombreuses. C'est ce qu'essaie de faire le Dr Lancry, à Dunkerque.

II. — Le territoire français.

LE PEUPLEMENT DES GRANDES VILLES

Ce peuplement se fait par immigration.

L'observation directe d'une parcelle du territoire français — la région de Dunkerque — nous a permis de constater *de visu* :

1° Que la ville de Dunkerque, avec sa banlieue, se peuplait d'une manière énorme;

2° Que les villages de la région se dépeuplaient, d'une manière lente, mais continue;

3° Que le peuplement de l'agglomération dunkerquoise était dû, en grande partie, à une immigration de personnes étrangères à cette agglomération;

4° Que le dépeuplement des campagnes était dû à l'émigration, de la fleur de leur jeunesse masculine et féminine.

En d'autres termes, qu'il se produit, du fond des campagnes rurales, un puissant mouvement d'émigration sur la ville et sa banlieue, et que celles-ci sont considérablement grossies.

Nous allons rechercher si les mêmes phénomènes se produisent dans l'ensemble du territoire français.

Pour que notre étude soit sincère, il faut que nous fassions porter nos recherches sur un groupe de villes prises au hasard, et non pas choisies pour les besoins de la cause. Nous nous occuperons *exclusivement* des villes françaises, dont la population dépassait 30.000 âmes, en 1888. Ces villes sont au nombre de 51, soit 50 sans Paris, qui est une ville spéciale.

Ces 51 villes présentent ce fait que toutes, sauf une seule, ont augmenté le nombre de leurs habitants.

Cette augmentation a été énorme, pour sept :

POPULATION EN 1888 ET EN 1907

	en 1888	en 1907
Paris.....	2.326.000	2.735.000
Marseille.....	376.000	517.000
Nancy	79.000	110.000
Tourcoing	57.000	81.000
Nice	73.000	134.000
Saint-Denis	46.000	63.000
Levallois-Peret.....	34.000	71.000

Considérable pour six :

	en 1888	en 1907
Bordeaux	237.000	251.000
Lille	186.000	205.000
Le Havre	111.000	132.000
Roubaix	100.000	121.000
Toulon	69.000	104.000
Rennes	66.000	75.000

Faible pour quelques-unes seulement :

Toulouse	144.000	149.000
Caën	44.170	44.400

Négative pour une seule ville :

Laval	30.210	29.750
-----------------	--------	--------

Disons, immédiatement, à propos de cette dernière, qu'en 1888 elle enregistrait 616 naissances pour 866 décès, et en 1907 le chiffre de 447 naissances pour 802 décès.

Retenons ces chiffres, que nous traduirons, en langage démographique, de la manière suivante :

VILLE DE LAVAL

en 1888	natalité	20,3	mortalité	28,8
en 1907	—	15	—	26,8

Voilà ce que seraient beaucoup de nos villes françaises, si une puissante immigration ne venait leur infuser, chaque année, une forte dose de sang rural, jeune et prolifique.

Quelle est l'importance de cet accroissement de population ? Le tableau suivant répondra à cette question.

Groupe des 51 villes les plus importantes de France en 1888-1907

	POPULATION		1888		1907	
	1888	1907	Naissances	Décès	Naissances	Décès
Paris.....	2.326.000	2.733.000	38.675	51.230	50.814	50.540
Lyon.....	400.410	472.114	8.442	9.114	7.956	9.157
Marseille.....	376.143	517.498	11.124	10.871	10.933	12.897
Bordeaux.....	237.073	251.947	5.511	5.788	4.272	5.451
Lille.....	186.172	205.602	5.940	4.974	5.160	4.546
Toulouse.....	144.712	149.738	2.690	3.583	2.623	3.800
Nantes.....	126.036	132.247	2.535	2.995	2.090	3.065
St-Etienne.....	117.875	147.788	3.127	2.873	2.870	3.403
Le Havre.....	111.267	132.430	3.689	3.950	3.644	3.248
Rouen.....	106.495	118.459	2.894	3.578	2.573	2.936
Roubaix.....	100.179	121.017	3.711	2.416	2.557	2.037
Reims.....	97.903	109.859	2.964	3.000	2.408	2.403
Amiens.....	79.307	90.920	1.897	2.048	1.610	1.661
Nancy.....	79.091	110.570	1.996	1.929	2.433	2.454
Nice.....	73.889	134.232	2.411	2.062	3.202	2.728
Angers.....	73.044	82.935	1.449	1.948	1.397	1.800
Brest.....	70.778	85.294	2.008	2.314	1.815	1.971
Nîmes.....	69.898	80.184	1.568	1.730	1.152	1.764
Toulon.....	69.412	104.024	1.832	1.757	1.974	2.356
Limoges.....	68.291	88.597	1.632	1.578	1.720	1.853
Rennes.....	66.139	75.640	1.907	1.846	1.333	1.935
Dijon.....	61.941	74.113	1.339	1.394	1.284	1.508
Orléans.....	60.448	68.614	1.332	1.402	1.171	1.497
Tours.....	59.211	67.601	1.206	1.451	1.139	1.635
Calais.....	58.710	66.627	1.983	1.308	2.107	1.382
Le Mans.....	57.378	65.467	1.122	1.541	1.240	1.762
Tourcoing.....	56.986	81.671	2.034	1.381	1.581	1.203
Montpellier.....	56.724	77.114	1.448	1.868	1.295	1.976
Besançon.....	56.303	56.484	1.093	1.310	1.033	1.235
Grenoble.....	51.017	73.022	1.209	1.221	1.210	1.391
Versailles.....	49.852	54.226	987	1.149	873	1.257
Saint-Quentin....	47.002	52.768	1.225	1.028	1.190	1.019
Saint-Denis.....	46.829	63.944	1.405	1.191	1.731	1.415
Clermont-Ferrand	46.426	58.363	798	985	1.044	1.244
Troyes.....	46.272	53.447	1.340	1.261	1.136	1.153
Boulogne-sur-Mer.	45.074	51.201	1.379	1.074	1.415	1.043
Caen.....	44.178	44.442	813	1.290	892	1.273

	POPULATION		1888		1907	
	1888	1907	Naissances	Décès	Naissances	Décès
Béziers	42.844	52.268	986	1.312	830	1.171
Bourges	42.829	44.133	827	716	681	895
Avignon	41.007	48.312	860	1.062	822	1.196
Lorient	39.600	46.703	1.115	1.266	914	1.107
Dunkerque	38.240	38.287	1.349	1.006	1.030	802
Cherbourg	37.013	43.837	854	985	897	1.028
Cette	36.902	33.892	1.005	1.152	737	937
Poitiers	36.858	39.302	756	776	632	795
Levallois-Perret	34.384	71.118	1.085	961	1.395	1.313
Angoulême	34.367	37.507	709	756	651	711
Perpignan	34.183	38.898	878	1.029	720	814
Rochefort	31.469	36.694	771	731	704	683
Laval	30.211	29.751	616	866	447	802
Pau	30.162	35.644	593	731	614	793

Accroissement de la population urbaine.

en 1888..	6.248.000 habitants.
1907..	7.542.000 —
Accroissement	
en 19 ans..	1.294.000 —
Accroissement	
en 1 an....	67.800 habitants.

C'est un centième d'accroissement de 10,8 unités par an, et par 1000 habitants. A ce taux, les villes doubleraient leur population en 90 ans.

Peuplement et dépopulation.

Malheureusement, cet accroissement de la population des villes est dû à l'immigration, car la plupart

d'entre elles sont atteintes de dépopulation. Faisons le triage, à ce point de vue.

Parmi les 51 villes, les plus importantes de France en 1888 :

8 grandes villes ont, en 1907, un excédent de naissances sur les décès. Ce sont : Lille, Roubaix, Calais, Tourcoing, Boulogne-sur-Mer, Dunkerque, Rochefort et Saint-Quentin.

Néanmoins, l'excédent de la natalité sur la mortalité n'est pourtant véritablement bon que dans très peu d'entre elles.

Excédent de la natalité sur la mortalité en 1907 :

Lille.....	2,4
Roubaix.....	4,3
Calais.....	10,0
Tourcoing.....	4,6
Boulogne-sur-Mer.....	7,3
Dunkerque.....	6,0
Rochefort.....	0,55
Saint-Quentin.....	3,2

4 villes ont encore, en 1907, un excédent de naissances sur les décès, mais cet excédent de naissances est manifestement dû à une immigration énorme d'adultes reproducteurs. Ce sont : Paris, Nice, Levallois-Perret et Saint-Denis. Depuis dix-neuf ans, Levallois-Perret a plus que doublé sa population ;

Nice l'a augmentée de 90 p. 100 et Saint-Denis de 45 p. 100.

8 villes ont un excédent de décès sur le chiffre des naissances. Cet état date de plusieurs années, mais sans remonter jusqu'à 1888. Ce sont : Marseille, Saint-Etienne, Nancy, Toulon, Limoges, Rennes, Troyes et Bourges.

On remarquera que la plupart de ces villes subissent un accroissement de population considérable, qui est antérieur à 1888. Il explique le léger excédent de naissances qu'elles présentaient à cette époque.

Depuis 19 ans, Marseille a augmenté sa population de 38 p. 100, Saint-Etienne de 26, Nancy de 40, Toulon de 50, Limoges de 30 p. 100.

Rennes, Troyes et Bourges l'ont augmentée de 14, 15, 5 p. 100.

2 villes : Le Havre et Reims, avaient un excédent de décès, du reste fort petit en 1888. L'immigration — elles ont augmenté le chiffre de leur population de 20 p. 100 — leur a rendu un léger excédent de naissances en 1907.

Les **29** autres grandes villes de France, malgré l'accroissement de leur population, ont toutes un excédent de décès qui remonte au-delà de vingt ans. Ce sont, par ordre décroissant de population (en 1888) : Lyon, Bordeaux, Toulouse, Nantes, Rouen, Amiens, Angers, Brest, Nîmes, Dijon, Orléans, Tours, Le Mans, Montpellier, Besançon, Grenoble, Ver-

sailles, Clermont-Ferrand, Caen, Béziers, Avignon, Lorient, Cherbourg, Cette, Poitiers, Angoulême, Perpignan, Laval et Pau.

En définitive, sur 51 villes, il en est 39 qui, de par la brutale arithmétique de l'excédent des décès sur les naissances, sont atteintes de dépopulation, et cela malgré l'immigration énorme qu'elles reçoivent.

Et parmi les 8 autres qui restent, on arriverait facilement à prouver, — sauf pour Calais, Boulogne sur-Mer et Dunkerque, et peut-être aussi pour Tourcoing et Roubaix, — que l'excédent des naissances est dû à l'immigration qu'elles reçoivent.

Il est incontestable, après cette revue des grandes villes de France, que les villes sont *meurtrières*.

* * *

Mais les villes n'ont pas qu'une enceinte délimitée par des murailles ou des bureaux d'octroi : elles ont encore une banlieue. Ainsi nous avons vu que Dunkerque s'était agrandie par ses faubourgs *extra muros*. Voyons la banlieue des villes.

La banlieue de quelques grandes villes.

Douze départements peuvent être considérés comme formant, manifestement, *banlieue* — de Paris, de Marseille et Nice, de Lyon, de Bordeaux, de Montpellier, de Rennes, de Tours. Ce sont : la Seine-et-Oise,

la Seine-et-Marne et l'Oise qui forment la *grande* banlieue de Paris.

Le Rhône et la Loire : grande banlieue de Lyon.

Les Bouches-du-Rhône, le Var et les Alpes-Maritimes : grande banlieue de Marseille et de Nice.

L'Hérault, l'Ille-et-Vilaine, l'Indre-et-Loire : banlieue de Montpellier, de Rennes et de Tours.

Enfin la Seine, limitée aux arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis, que nous étudierons à part, et qui forme la *petite* banlieue de Paris.

Or, les onze premiers de ces départements ont tous un excédent de décès qui remonte au-delà de 1888, et malgré cela tous ces départements se sont peuplés d'une façon énorme. On peut les incorporer dans le groupe des villes, puisque comme elles ils attirent la population rurale — pour la manger, la faire disparaître, la pulvériser.

Importance de l'immigration urbaine.

Quelle est l'importance de l'immigration urbaine, composée de la fleur de la race française, venue des campagnes, et des émigrants venus de l'étranger?

Elles nous paraît atteindre, chaque année, le chiffre d'au moins 120.000 personnes. Mais nous allons démontrer qu'il est impossible de l'évaluer à moins de cent mille individus par an.

L'immigration, dans Paris, varie entre 13 et 17.000

comme moyenne annuelle, suivant les périodes que l'on envisage. Mais laissons l'enceinte de Paris, pour considérer l'agglomération parisienne du département de la Seine. Ce département reçoit, en moyenne, depuis cinq ans — et il y a plutôt tendance à la baisse — une immigration de *trente-quatre mille personnes*. On trouvera la preuve de cette affirmation dans les données du tableau suivant :

DÉPARTEMENT DE LA SEINE EN 1901-1906

En 1901

Population.....	3.600.000
Naissances.....	79.000
Décès.....	71.300
Excédent des naissances.....	8.300

En 1906

Population.....	3.792.000
Naissances.....	74.000
Décès.....	72.000
Excédent des naissances.....	2.000

En conséquence :

Moyenne annuelle d'accroissement de la population.....	36.600
Moyenne annuelle de l'excédent des naissances.....	5.400
La différence est fournie par l'im- migration.....	34.400

Grande banlieue de Paris.

(OISE, SEINE-ET-MARNE, SEINE-ET-OISE)

L'immigration, dans la grande banlieue de Paris, est, en moyenne annuelle, de plus de *sept mille personnes*. Il nous manque, pour l'évaluer intégralement, le nombre des naissances et celui des décès en 1876; mais nous savons qu'à cette époque il y avait sensiblement balance entre les naissances et les décès. Aujourd'hui l'*excédent des décès* est, pour les trois départements, de plus de 2.000 unités. Donc l'*immigration* a dû fournir non seulement toute l'augmentation de population, mais combler aussi le vide laissé par environ 25.000 décès.

Pour ne pas être accusé d'exagération, faisons abstraction de cette donnée.

Nombre des habitants en 1876..	1.311.000
— — — 1901..	1.522.000
Augmentation en 30 ans.....	211.000
Augmentation en 1 an.....	7.000

Groupe des 50 grandes villes de province.

(PARIS EXCEPTÉ)

En 1888

Population.....	3.988.000 habit.
Naissances.....	102.960
Décès.....	104.557
Excédent des décès.....	2.597

En 1907

Population	4.820.000 habit.
Naissances.....	95.000
Décès.....	107.000
Excédent des décès.....	12.000

En conséquence :

Moyenne de l'immigration annuelle... 50.000 unités.

Bornons là nos recherches, et faisons le bilan de l'immigration annuelle moyenne.

IMMIGRATION ANNUELLE

Dans Paris.....	15.000
Dans la petite banlieue de Paris (les ar- rondissements de Sceaux et St-Denis).	19.000
Dans la grande banlieue de Paris.....	7.000
Dans les 50 grandes villes de province.	50.000
Total.....	91.000

ce qui fait un total de 91.000 immigrants, soit 90.000 — puisque nous avons compté les villes de Versailles et de Saint-Denis, à la fois dans la banlieue de Paris et dans le groupe des grandes villes de France.

Il est évident que nous pourrions continuer cette énumération en cherchant la banlieue des *autres* villes; en considérant les arrondissements de Lille et de Valenciennes comme une ville immense; en comptant l'émigration sur les villes de moins de 30.000 habi-

tants; en tenant compte des aller et retour sur la ville, aller qui se fait avec la jeunesse et retour qui se fait à la vieillesse. A notre avis, on ne peut pas raisonnablement contester que le chiffre de l'immigration urbaine (villes et banlieue) ne monte *au moins* à 120.000 par an.

Le dépeuplement des campagnes.

Nous avons vu, précédemment, que onze départements français sont envahis par la population urbaine et, en quelque sorte, urbanisés.

Sur les 76 départements qui restent, il en est 25 qui ne sont frappés ni de dépeuplement, ni de dépopulation ; il en est 51 qui *se dépeuplent*. Ainsi qu'on peut le présumer, ces 51 départements sont des départements *agricoles*.

Mais le mode de dépeuplement est bien intéressant à constater tout au moins chez seize d'entre eux. On se rappelle que les villages de la Flandre française, malgré une prolificité extraordinaire, se dépeuplaient par l'exode rural. En France, nous avons encore seize départements saignés à blanc, chaque année, par l'émigration de la jeunesse, et qui, néanmoins, malgré le dépeuplement qui les frappe, trouvent encore le moyen d'avoir *plus de naissances que de décès*.

Ces *seize* départements sont : la Haute-Savoie, la Savoie, la Lozère, le Doubs, la Dordogne, la Creuse,

le Cher, la Charente, le Cantal, l'Aveyron, les Ardennes, la Saône-et-Loire, les Basses-Pyrénées, les Landes, les Côtes-du-Nord et l'Aisne.

A eux tous, ils forment un groupe sur lequel voici les principaux renseignements.

Groupe des 16 départements peuplant, mais se dépeuplant.

Population en 1876....	6.076.000	habitants.
— 1906. . .	5.739.000	—
Dépeuplement en 30 ans.	347.000	—
Dépeuplement en 1 an. .	14.900	—
Naissances en 1906	67.000	—
Décès en 1906.	64.000	—
Excédent des naissances en 1906	3.000	—

Un groupe de départements ruraux, de 6 millions d'habitants, qui fournit, chaque année, *depuis plus de vingt ans*, une émigration d'au moins 19.000 individus, et qui néanmoins fournit encore un excédent de 3.000 naissances, *prouve bien* que si les villes sont *meurtrières*, les campagnes restent *fécondes*.

*
**

Malheureusement, les 35 départements qui restent sont atteints à la fois de dépeuplement et de dépopulation. A quoi tient celle-ci ? Est-ce à la diminution de la prolificité, ou bien est-ce au départ d'un trop grand nombre de reproducteurs ?

Il faut remarquer qu'avant 1870 tous ces départements (à part ceux de Gascogne et ceux de Normandie) étaient d'une belle prolificité, et qu'ils fournissaient, approximativement, à eux tous, plus de la moitié — environ 50.000 unités — de l'immigration urbaine.

Or ce groupe, de 35 départements, comptait :

En 1876.	12.351.000 habitants.
En 1906.	11.221.000 —

Son excédent des décès, arrivé aujourd'hui à sa plus haute expression, est de 25.000 unités, c'est-à-dire beaucoup trop faible pour expliquer le dépeuplement — qui est de 41.000 unités par an. Il y a donc une émigration *considérable*.

Et, d'autre part, veut-on bien se représenter que les guerres de la Révolution et de l'Empire, qui pourtant ont épuisé la France, n'ont jamais retiré, régulièrement chaque année, une moyenne de 50.000 individus pour 42 millions d'habitants.

Le fait et la cause de la dépopulation française.

A la lumière des renseignements qui précèdent, il est facile d'interpréter le fait de la dépopulation française.

C'est un fait, de bon sens et de biologie, que toute

race croît et se multiplie *dans son milieu naturel*. L'oiseau ne se reproduit pas en cage, le poisson ne se reproduit pas dans un bocal, et c'est dans le fond des campagnes que se trouvent les nids dont sort la race humaine.

Or, nous avons voulu faire une race d'intellectuels, nous avons rêvé du super-homme et de la super-humanité ; nous avons exalté le cerveau, et il est arrivé que le ventre a perdu sa fécondité. Bien plus, quand par hasard se trouve, quelque part, une chaumière — un nid de chaume — où des braves gens trouvent leur bonheur à bercer des enfants, à s'égayier de leur sourire, à les dorloter toutes les nuits, à se priver pour les élever, notre science, parfois un peu pharisaïque, s'en offusque. Sous prétexte d'éviter les incendies, nous proscrivons les toits de chaume si frais en été, si chauds en hiver ; sous prétexte de puériculture, des apôtres du malthusianisme vont accuser d'inhumanité des femmes qui ont consenti à porter dix enfants, et qui ont réussi à en élever six. Pour l'honneur du pays, qu'ils respectent au moins les femmes qui ont le courage d'être mères ! Car enfin, des classes populaires, des classes prolétariennes il en faut, il y en a toujours eu et il y en aura toujours, comme il y a toujours eu des soldats et comme il y en aura toujours. Si la race française veut les détruire, libre à elle ; mais les races voisines viendront la supplanter, et c'est ce qui se passe

aujourd'hui. La France ne se dépeuple pas, mais la race française est remplacée par les races étrangères : voilà la vérité.

Les villes sont meurtrières par nature. Elles l'ont toujours été, et le seront toujours, parce que le milieu urbain est un milieu anti-biologique. Est-ce que les chevaux, est-ce que les bœufs, est-ce que les animaux viennent au monde sur l'asphalte et les pavés ? Pourquoi l'homme y viendrait-il ? Comment songer à faire de la puériculture à Paris ? Mais les arbres eux-mêmes y périssent ! Conçoit-on une nation, de 39 millions d'habitants, qui en jette 7 millions et demi dans les villes de plus de 30.000 habitants, et *autant* dans les villes de moindre importance ; une nation qui laisse 120.000 provinciaux — l'effectif de 40 régiments — émigrer, chaque année, sur la ville, et s'y perdre, tout au moins, comme race et comme reproduction !

Voilà la cause de la dépopulation française, et si personne ne la trouve, c'est parce qu'on ne veut pas la voir là où elle est.

Et ce qu'il faut comme *remède* c'est enrayer, à tout prix, l'exode rural en retenant les ruraux dans les campagnes. Le remède est fort simple : il suffit d'un peu d'histoire économique pour le prouver.

Le propre de toute civilisation chrétienne — par opposition à toute civilisation païenne, musulmane ou autre — a toujours été de conserver, sous une

forme ou sous une autre, *un bien des pauvres* qui constitue les ressources intangibles des petites gens.

Au début du xix^e siècle, ce bien des pauvres était constitué par les biens *communaux*. Sous prétexte de livrer ces biens communaux à la culture ou à l'exploitation industrielle, on les a aliénés.

Comme on ne peut pas se passer des biens des pauvres, il a fallu les reconstituer sous une autre forme, et nous avons vu s'étendre, dans des proportions énormes, les biens de l'assistance publique.

Mais les biens de l'assistance publique secourent *le vaincu* de la vie, malade ou veillard, *en ville*, tandis que les biens communaux secouraient *l'adolescent vigoureux à la campagne*.

Il suffit donc de faire un virement des fonds de l'assistance publique urbaine, en faveur de la prévoyance publique rurale.

Il suffit, au lieu d'employer les ressources du bien des pauvres à cuire des briques pour bâtir des hôpitaux en ville, de les employer à se procurer de la terre, vivante et féconde, à la campagne.

Voilà tout le problème de la dépopulation.

Que si on nous demande d'expliquer les résultats du dernier recensement de 1906, nous dirons :

Sur 87 départements français :

Onze sont devenus urbains, ou banlieue des villes. Comme celles-ci, ils sont meutriers. Comme celles-ci, ils attirent les ruraux ; donc ils sont atteints de

dépopulation, ce qui ne les empêche pas de grossir énormément le nombre de leurs habitants.

Trente-cinq départements agricoles fournissent un tel exode rural qu'ils en sont épuisés et frappés de dépopulation.

De ces trente-cinq, nous concédons que quelques-uns peuvent être atteints de dépopulation vraie par insuffisance de la prolificité.

Vingt-cinq départements, dont quelques-uns sont eux aussi des centres d'immigration, se peuplent et échappent à la dépopulation.

Seize départements — le fond des campagnes — continuent à se soustraire à la dépopulation, malgré le dépeuplement que leur fait subir l'émigration.

Quant à l'émigration elle est fournie — balance faite de l'émigration et de l'immigration — par 70 départements, dont la jeunesse émigre sur 17 autres. Elle fournit chaque année, au moins, l'effectif de 40 régiments : jamais les guerres de la Révolution et de l'Empire n'ont infligé, année moyenne, une pareille saignée à la France.

DEUXIÈME PARTIE

Expérience sociale .

L'efficacité d'un remède se juge aux résultats qu'il donne.

Nous avons démontré, dans les précédents chapitres, cette vérité de bon sens, à savoir que le milieu urbain est un milieu défavorable à la conservation de l'individu, et à la propagation de l'espèce. Les villes sont des mangeuses d'hommes ; elles recrutent leurs malheureuses victimes dans les centres ruraux .

En face de ce fléau national, nous avons préconisé le retour à la terre comme le remède efficace à la dépopulation française.

Mais notre travail ne serait pas complet, si nous n'établissions, maintenant, les preuves de la bienfaisante influence de la terre *librement occupée*.

Or, nous nous trouvons en présence d'une expérience sociale toute faite, vieille de deux siècles.

Le littoral du Nord a vu naître, peu à peu, « par tâtonnement », une population où la naissance est énorme, les décès faibles, l'aisance générale, la moralité excellente. Ces populations ont été admirablement étudiées par le Dr LANCERY, qui, au cours de sa carrière de praticien, s'est trouvé à même de voir de près ces intéressants petits groupes. Le médecin de Dunkerque s'est fait leur historien; il a bien voulu nous autoriser à reproduire de larges extraits de son intéressante brochure : *les Populations physiologiques du littoral du Nord*, écrite avec une plume aussi alerte que française. Il a mis aussi, gracieusement, à notre disposition, les jolis *clichés* qui illustrent notre travail, et qui représentent les diverses étapes de *la Maison spontanée*.

Nous lui en exprimons, avec tous nos remerciements, notre bien vive gratitude.

Nous allons successivement passer en revue ces « populations physiologiques » :

Les « Kimpen » de Loon ;
Bray-Dunes ;
Les Hemmes ;
Les hameaux de Gravelines ;
Fort-Mardyck.

Nous compléterons par « la Maison spontanée ».

I. — Les « Kimpen » de Loon.

Les « Kimpen », ou mieux le lieu dit les « Kimpen de Loon », sont un vaste territoire sablonneux situé au nord-ouest du village, dans le sinus formé par la grande route de Loon à Gravelines, et celle de Loon à Mardyck. Ils s'étendent sur une superficie de trente à quarante hectares, car leurs limites sont mal établies. Dans le pays, on attribue leur nom à ce fait qu'elles auraient été données autrefois à la commune par une personne, probablement un vieux curé, de la famille Van Kimpen. Le terrain était, alors, tout à fait aride et inculte : il était de même nature que les dunes, si nombreuses, qu'on trouve sur notre littoral.

Qu'y a-t-il de vrai dans cette tradition? Nous ne saurions le dire. Mais il paraît certain qu'il y eut, avant la Révolution, un curé du nom de Van Kimpen et que les « Kimpen » actuels sont d'*anciens* biens d'église.

Ceux-ci, très nombreux à Loon, ont été, après la tourmente révolutionnaire, divisés en quatre lots principaux, et affectés à des destinations diverses.

Une partie, probablement la plus importante, a été vendue et versée dans la propriété individuelle.

Une partie de 44 hectares 50 ares a été donnée à la Table des pauvres, devenue le Bureau de bienfaisance d'aujourd'hui.

Une partie a été laissée à la fabrique de l'église, pour l'entretien du culte. Elle comprenait 6 hectares 94 ares.

Une quatrième partie, soit 17 hectares 50 ares, la moins bonne et la moins fertile, a été laissée à la commune comme bien communal. C'est *cette partie* qui constitue, à proprement parler, les « Kimpen » actuels.

* * *

Il y avait, à Loon, au commencement du siècle — comme, d'ailleurs, dans tous les villages, et à toutes les époques — quelques indigents, vieillards infirmes, ouvriers estropiés, personnes « innocentes », ivrognes incorrigibles, etc., etc. Les sables des « Kimpen » leur servirent de refuge, et de ce qu'on appelait, ailleurs, « champ d'asile ». Ces malheureux y vivaient comme ils pouvaient, assistés d'aumônes, de secours du Bureau de bienfaisance. Du reste, ils trouvaient moyen de s'occuper et de rendre quelques services, par exemple, en gardant les troupeaux des propriétaires voisins, — qui considéraient les « Kimpen » comme biens *de vaine pâture*. Poussés par la nécessité, ils s'y bâtirent des chaumières en torchis, et proliférèrent.

La nature n'est pas seule à avoir horreur du vide, l'humanité aussi. Les « Kimpen » donnèrent d'abord abri à tout le rebut de la population de Loon, qui s'y établit, s'y installa, y installa ses enfants, tant et si bien qu'aujourd'hui la population des « Kimpen » — dont la réputation est toujours mauvaise, mais qui vaut beaucoup mieux que sa réputation, — compte environ 700 âmes.

Ces gens, s'installant dans les « Kimpen » comme chez eux, se sont attribué, par chaque famille, un coin de terre d'environ une dizaine d'ares. De leur terrain aride et inculte, ils ont fait un terrain potager qu'ils ont complètement enclos de haies vives, et au milieu duquel ils ont bâti une maisonnette. Il y a, actuellement, un peu plus de soixante-dix jardins, ainsi clôturés de haies et tous portant une habitation.

Très curieuse, cette habitation. Nous n'avons pas besoin de dire qu'elle est du type que nous allons décrire sous le nom de *la Mardyckoise* (1) : il n'y a pas d'autre type de maison ouvrière libre, dans notre région, depuis Saint-Omer jusqu'à Ostende ; mais ces *Mardyckoises* sont pauvres, petites, exiguës. On voit qu'elles ont été faites, par pièces et par morceaux. Nous en avons visité plusieurs : beaucoup sont bâties partie en dur, partie en glaise et torchis : « C'est moins humide que des briques », nous ont

(1) Cf. page 88.

dit les habitants. Ils auraient pu ajouter, surtout, que ça coûte moins cher. Nous avons vu une maisonnette réellement très habitable, et qui, d'argent versé et tiré de la poche ou du bas de laine, n'a pas coûté plus de quatre cents francs.

Naturellement, la classe possédante de Loon n'a pas été sans s'apercevoir de la prospérité des habitants des « Kimpen », et l'autorité communale a voulu leur faire supporter une partie du poids des impôts. Depuis une vingtaine d'années, la commune a essayé de retirer un loyer du terrain communal, mais les habitants des « Kimpen » font la sourde oreille, et *très rares* sont ceux qui se décident à payer au Receveur communal les 0 fr. 50 centimes de loyer par are de terre occupé, qu'on leur réclame. Pourtant, question de principe sans doute, la commune persiste à leur imposer des *baux de location*, qu'elle renouvelle tous les dix-huit ans.

Devant l'insuccès des mesures de force, pour amener les habitants des « Kimpen » à payer les quelques cinq francs de location que la commune voudrait leur soutirer, celle-ci procède maintenant par la douceur, c'est-à-dire qu'elle les prend par l'appât de la propriété.

Elle leur offre de devenir propriétaires en titre, d'acheter le sol qu'ils occupent, par une vente à tempérament. Il est *trois familles* qui se sont décidées à devenir propriétaires, et à acheter le sol qu'elles habi-

tent, sur le pied d'environ cent francs les dix ares. Elles paient dix francs, par an, et seront reconnues propriétaires par la loi, dans quelques années.

Mais nous n'avons pas besoin de dire que la population des « Kimpen » *pullule*. Elle vit de peu, n'a guère de besoins et a eu, du moins jusqu'à présent, de la terre à discrétion pour se loger et s'épanouir. Nous n'avons pas de chiffres précis, mais le nombre des enfants qu'elle envoie à l'école est d'environ deux cents.

Comment on vit aux « Kimpen » ? Mais assez facilement. Faut-il beaucoup autre chose que du pain, des pommes de terre, du lard et du lait battu, à qui vit *en plein air*, se couche de bonne heure et ne travaille guère du cerveau ?

D'autre part, toute la riche population agricole de Loon n'a-t-elle pas besoin de bras, pour le travail de la ferme et des champs ? N'y a-t-il pas des travaux sur le port de Gravelines, et quelques industries dans le pays ? Nous sommes entré chez un jeune ménage marié depuis *six ans* et qui attendait son *cinquième* enfant : le père gagne cent sous par jour, à Gravelines ; il paraissait aussi heureux, sur son domaine, que le savetier de La Fontaine dans son échoppe et, pour la moitié d'un paquet de tabac que nous lui offrîmes, nous étions devenu une paire d'amis.

Disons-nous, pour terminer, que ce n'est pas précisément un titre de noblesse ; à Loon, que d'être habi-

tant des « Kimpen » ? Dame, en dépit du proverbe, la pauvreté est souvent considérée comme un vice, surtout au village. Quoi qu'il en soit, la partie riche de la population de Loon et celle qui habite les « Kimpen » vivent dans une paix sociale assurément relative, mais qui serait considérée comme un idéal fort difficile à réaliser, *aujourd'hui*, dans la plupart des localités *industrielles*. En fait, les paysans ont besoin d'ouvriers et d'ouvrières qu'ils trouvent à volonté dans les « Kimpen », et ces ouvriers et ouvrières ont besoin des fermiers et des cultivateurs. Ce besoin réciproque n'est pas tel, grâce à la maisonnette et au coin de terre dans les « Kimpen » qu'une classe puisse asservir l'autre : c'est l'union libre, par conséquent toujours caduque, entre puissances sociales d'égale force. Chacune y met du sien, pour le bon accord.

* * *

Quelles conclusions tirer, de ce fait social si curieux, et peut-être plus intéressant encore que la communauté de Fort-Mardyck ? Ces conclusions sont, en vérité, presque indéfinies et nous n'avons que l'embarras du choix.

Tout d'abord, n'est-il pas très curieux, et de nature à faire naître bien des réflexions, cet usage qu'on a fait, à Loon, des *biens d'église* après la Révolution ? Avant la Révolution, les biens du clergé servaient : à

l'entretien du clergé, au service, du culte, à l'assistance et à l'instruction publiques. Quel soulagement, pour notre budget actuel, si, quand on créa les ministères des cultes et de l'instruction publique, et l'administration de l'assistance publique, on avait, *au lieu de les vendre*, laissé à ces différents services les propriétés foncières, qui en assuraient les ressources ! Avant la Révolution, c'était l'organisation *terrienne* : tous les services publics étaient liés à la prospérité de la terre, et à ses revenus. Aujourd'hui tout repose sur la monnaie, sur le métal : n'est-il pas judicieux de prévoir que l'évolution et le progrès vont amener, prochainement, un juste milieu entre ces deux systèmes *opposés et exclusifs* ?

Après la Révolution et le premier Empire, la commune de Loon avait, dans les « Kimpen », à peu près seize hectares de biens communaux. Nous venons de voir l'emploi qui en a été fait. Il est curieux, et c'est matière à de très nombreuses réflexions, d'étudier *parallèlement* l'usage qu'a fait la ville de Dunkerque des six cent cinquante hectares de dunes qu'elle possédait sur le littoral, — surtout si l'on considère que nous avons, aujourd'hui, quinze cents familles *indigentes* et qu'avec cent cinquante hectares on aurait pu leur assurer, à toutes, un coin de terre, égal à celui des « Kimpen ».

Si l'on envisage tout le mouvement de la population du département du Nord, dans le courant du

xix^e siècle, on constate que la Belgique nous a fourni un très fort contingent d'émigrants, pour la plupart ouvriers. Ce qui se passe chez nous, dans le Nord, se passe également pour toute la région de Marseille, où affluent les ouvriers italiens. A Loon, grâce aux « Kimpen », c'est la race *indigène* qui fournit les ouvriers à la population riche et aisée, et cela sans préjudice ni dommage pour celle-ci, qui se développe comme partout ailleurs. Le jour où la Belgique et l'Italie *ne nous enverraient plus d'émigrants*, il nous faudrait bien, de gré ou de force, établir des « Kimpen » un peu partout, autrement dit, *modifier notre régime agricole* en rétablissant la propriété *collective* à côté, et parallèlement à la propriété *individuelle*.

II. — Bray-Dunes.

Les grands personnages, de la politique ou de la science, qui viennent officiellement à Dunkerque ne manquent jamais de prendre le chemin de fer belge pour aller voir, à Zuydcoote, le grandiose sanatorium dû à l'initiative et à la ténacité de M. Georges Vancauwenberghe. S'ils voulaient pousser jusqu'à la station suivante de Ghyvelde, ils verraient un groupe de marins pêcheurs, la population de Bray-Dunes, qui, grâce surtout à la facile propriété de la terre, peut se passer de sanatorium.

Très intéressante et très curieuse, pour l'observateur qui sait voir, cette commune de Bray-Dunes.

On en connaît l'origine. Autrefois, les douze à quinze cents hectares de dunes qui bordaient le littoral, depuis les jetées du port de Dunkerque jusqu'à la Belgique, n'appartenaient à personne. Les lapins y pullulaient; de ci, de là on rencontrait une cabane de marin ou de fraudeur.

A la suite d'un conflit de chasse, entre les officiers de la garnison et les bourgeois de Dunkerque, le gouvernement de Louis XVI décida, en 1782, que

toute l'étendue des dunes serait partagée entre la ville de Dunkerque et les communes de la châtellenie de Bergues. La surface de chaque lot fut déterminée d'après le nombre des habitants. La riche commune agricole de Ghyvelde eut, pour sa part, les dunes attenantes à son territoire, et situées à l'extrême frontière française. Autant que nous avons pu l'apprécier par l'examen du registre paroissial d'alors, la population de Ghyvelde se trouva augmentée d'une quinzaine de familles de pêcheurs.

Ces marins multiplièrent, et leur nombre s'accrut par leurs seules forces ; car si les marins, et surtout les filles de marins, émigrent assez volontiers en pays agricole, où le travail est moins dur et moins pénible que la pêche à la côte, jamais, ou pour ainsi dire jamais, terrien ne va se marier dans un milieu de marins, où il serait dépaysé et à peu près impropre à tout travail.

En 1883, époque où ce petit groupe est érigé en commune, sous le nom de Bray-Dunes, il compte 1.072 âmes réparties en quelque cent cinquante familles. Toutes ces familles se sont logées sur les parties basses et abritées des dunes, elles ont toutes une maisonnette et un jardin d'environ deux « carrés (sept ares et demi). L'aspect général du village est gai, riant, enchanteur : nous sommes en Flandre, et dans une population exclusivement flamande : les habitations — des « Mardyckoises » — sont

d'une exquise propreté, et leur toilette est faite avec une véritable coquetterie.

Ajoutons que le village possède une magnifique église, due aux libéralités de M. Bray, qui bâtit aussi un hospice où les marins ne voulurent jamais aller. C'est l'explication du nom de Bray-Dunes, donné aux anciennes dunes communales de Ghyvelde.

Est-il nécessaire de faire remarquer que ces dunes communales étaient sans valeur, que les marins du pays s'y installèrent à peu près en pleine liberté, et que, jusqu'à ces dernières années — on a créé, en effet, « une plage » à Bray-Dunes — chaque jeune ménage trouvait ou la location facile d'une maisonnette avec jardin, ou de la terre à très bas prix pour y bâtir.

Travail assuré par la mer, terre libre ou à peu près libre pour s'y développer : voilà les deux caractéristiques du petit groupe que nous étudions, à partir du moment où son érection en commune a fortement enrayé l'émigration, pendant une quinzaine d'années.

Le chiffre de la population qui était	
en 1883 de	1.072 âmes
passe en 1886 à	1.177 —
en 1891 à	1.347 —
en 1896 à	1.504 —

A cette époque, la crise de la pêche à la morue, l'élévation du prix des terrains, l'attraction des hauts

salaires du port de Dunkerque déterminèrent sur Rosendael un puissant courant d'émigration, ce qui explique que la population reste, en 1901, à 1.576 âmes.

Mais si les Bray-Dunois émigrent, ils n'en multiplient pas moins.

A Bray-Dunes la natalité est de 44 naissances par 1000 habitants, alors qu'elle est seulement de 21 en France et de 17 à Paris. Nous donnerons ce simple renseignement, qui n'induirà pas en d'inexactes appréciations :

De 1884 inclus à 1902 inclus, soit dans une période de dix-neuf années consécutives, il y a eu à Bray-Dunes, — pour une population, annuelle moyenne, de douze à treize cents âmes :

1.088 naissances
et seulement 519 décès.

C'est un excédent de 569 naissances sur les décès (sans compter tous les enfants que les émigrés adultes de Bray-Dunes sont venus mettre au monde dans les communes des environs de Dunkerque) ; c'est une proportion d'environ *deux naissances pour un décès*.

Et, d'après nos calculs, nous croyons pouvoir dire que, en tenant compte de l'émigration d'une partie de la population adulte de Bray-Dunes, le petit groupe social que nous étudions *se double*.

rait, par le seul jeu de l'excédent des naissances sur les décès, *en moins de trente années*.

Les médecins puériculteurs demanderont sans doute le quantième de la mortalité des nourrissons à Bray-Dunes. Il est relativement merveilleux, puisqu'il n'est que de 138 décès pour 1.000 naissances.

A quoi tient ce résultat si satisfaisant ? A notre avis, aux faits suivants : la population est sélectionnée de sélection naturelle ; elle vit au grand air et consomme relativement peu d'alcool (4 litres en moyenne par habitant, soit environ moitié moins qu'à Fort-Mardyck) ; enfin, presque toutes les femmes ont du lait, au moins à partir de leurs deuxièmes couches.

Garçons et filles de Bray-Dunes se connaissent à l'école ou à la mer ; à quinze ans, ils se fréquentent et les enthousiasmes du cœur modèrent les appétits du sang. A vingt ou vingt-deux ans, on se marie en grandes noces, mais chaque invité, parent ou ami, *doit payer son écot* ; à trente ans, on a cinq ou six enfants qui poussent tout seuls, et parmi lesquels la coqueluche et la rougeole font des rafles *tous les deux ou trois ans* : les parents les remplacent. C'est ainsi que, dans l'année 1896, il est mort dix-huit nourrissons à Bray-Dunes, et que dans l'année 1902 *il n'en est mort qu'un seul*, alors pourtant qu'il y avait eu 64 naissances l'année précédente.

Nous n'avons pas besoin de dire qu'il n'y a ni Consultation de Nourrissons, ni Goutte de Lait à Bray-Dunes ; mais ce qui est plus intéressant, c'est qu'il n'y a pas de sage-femme. Les femmes accouchent toutes seules avec le secours d'une voisine, et j'ai la conviction que le jour où elles devront *payer de la monnaie*, pour mettre leurs enfants au monde, elles commenceront — initiation au malthusianisme — à trouver qu'un enfant *coûte cher*.

Il est intéressant de rechercher ce que deviennent les enfants à Bray-Dunes.

Dans la période de 19 ans, que nous avons envisagée, il y a eu :

1.088.....	naissances
150 } 20.....	décès d'enfant morts-nés
130.....	décès de 0 à 1 an
83.....	décès de 1 à 5 ans
22.....	décès de 5 à 15 ans.

On se doute, déjà, que la tuberculose est *rare* à Bray-Dunes. Elle existe néanmoins, en ce sens qu'il y a des cas sporadiques, de même qu'il y a eu, à un moment donné, un cas sporadique de syphilis, mais la tuberculose *sociale* est inconnue.

III. — Les Hemmes.

A mi-distance de Gravelines à Calais, là-bas, sur un endroit perdu de la côte, se trouvent « le feu », l'église et le cimetière de Waldan. C'est dans ce cimetière, en dépit des circonscriptions communales ou paroissiales, que tous les marins de la région veulent avoir leur sépulture.

Pour accéder à Waldan, il faut, au sortir de Gravelines, abandonner la route nationale qui va à Calais, se rapprocher de la côte, prendre un chemin de terre qui passe par l'Etoile et conduit, successivement, aux hemmes d'Oye, — (hemmes : cabanes, chaumières) — puis aux hemmes de Marck, dont Waldan est le centre, enfin au Fort-Vert, d'où l'on aperçoit, dans un horizon lointain, les clochers de de Calais.

Au point de vue administratif et religieux, les hemmes de Marck appartiennent à la commune et à la paroisse de ce pays. Les hemmes d'Oye et le Fort-Vert font partie de la commune de Marck, mais ils constituent la paroisse de Waldan.

Tout le pays de Waldan a été plus ou moins conquis sur la mer. Ce sont, ici, des dunes nivelées par

le vent, encore arides et incultes, mais qui ne sont déjà plus du « sable volant », là, des terrains d'une fertilité relative, protégés contre les envahissements de la mer par des digues construites, ou plutôt régularisées de main d'homme. Tout ce territoire a vu sa valeur, agricole et vénale, augmenter régulièrement et progressivement depuis le début du XIX^e siècle. Néanmoins, encore aujourd'hui, il vaut beaucoup moins que les terres arables des communes voisines. La location des parties *en culture* est d'environ 50 fr. l'hectare.

La population se répartit ainsi : 450 habitants aux Hemmes d'Oye ; 450 à 500 habitants aux Hemmes de Marck ; 200 à 250 habitants au Fort-Vert, soit, au total, environ 1.100 habitants.

Tout ce pays vit sous le régime de la grande propriété foncière. On peut dire que le territoire des Hemmes d'Oye, celui du Fort-Vert et celui des Hemmes de Marck appartiennent respectivement à trois grands propriétaires, qui gèrent leurs terres un peu à la manière des anciens seigneurs féodaux.

Dans le pays de Waldan, la légende raconte — et la légende est, quelquefois, aussi véridique que l'histoire — qu'une partie du territoire fut offerte, autrefois, aux marins du littoral ; que « le syndic » de la Marine s'entêta sur ce qu'il considérait être son droit ; qu'il posa l'alternative du tout ou rien et... qu'il n'obtint rien. Le Gouvernement d'alors — c'é-

taît avant la Révolution — donna le tout, un peu comme on fait aujourd'hui des débits de tabacs, à un « vieux colonel » pour le remercier des services rendus. Ce colonel mourut, laissa ses biens à sa fille, qui les apporta en dot à son époux, etc., etc. — Bref, depuis environ un siècle, ce territoire appartient à une seule famille qui, par l'intermédiaire d'un notaire d'Audruicq, acquitte les watteringues, entretient les digues de mer et en touche des revenus équitables. Les terres *arables* sont louées, aujourd'hui, de 20 à 25 francs la mesure de 42 ares.

Nous disons les terres arables, car la population se compose tout à la fois de marins pêcheurs — qui vont à Islande, dans les mers du Nord, à la pêche au poisson frais — et de petits ménagers, qui ont « l'occupation » d'un cheval ou d'un mulet. Et, chose extraordinaire sur la côte, marins et paysans vivent en bonne intelligence, ayant à peu près les mêmes mœurs. Ce n'est pas chez eux qu'on voit, comme chez certaines populations maritimes, par exemple à Berck, une longue perche séparer en deux parties — tel un bas-flanc, dans une écurie, entre deux chevaux hargneux — la salle de bal où dansent d'un côté terriens et terriennes, gens paisibles et timorés, de l'autre matelottes et marins, hommes de mer, gens de noblesse, puisque chaque jour ils risquent leur vie sur les flots.

Toutes les habitations des Hemmes sont bâties sur

terrain d'autrui, sur terrain loué. Et ce terrain, qui, en fait, est loué à perpétuité (car de mémoire d'homme on n'a jamais vu personne inquiété pour la possession de son terrain), n'est pourtant — légalement — loué que pour neuf années et loué à tous les gens du pays qui en demandent pour y bâtir ou pour cultiver. Donc, il y a renouvellement de bail tous les neuf ans, et, de temps à autre, il y a une petite augmentation de loyer due à la plus-value du terrain, sans que cette augmentation ait jamais soulevé de protestations, sans doute parce qu'elle est restée dans des proportions équitables.

Quel a été le résultat du régime agraire que nous venons d'esquisser à grands traits, régime agraire qui, un peu plus, un peu moins, est aussi celui du Fort-Vert et des Hemmes d'Oye ?

Nous croyons pouvoir affirmer qu'il n'y avait, au commencement du xix^e siècle, que quelques rares cabanes sur le territoire alors tout à fait aride de Waldan et du Fort-Vert.

En tous cas, le souvenir des vieux habitants du pays limite à une quinzaine de hommes la population de Waldan vers 1840. Depuis, cette population a passé au chiffre d'environ 450 habitants, et cela sans immigration, à l'intérieur de la commune, mais au contraire avec une certaine émigration des jeunes filles du pays qui vont se placer, comme bonnes ou domestiques, à Calais.

Les registres paroissiaux, que nous avons consultés, vont nous donner des renseignements précis sur la prolificité de ces populations.

Les Hemmes de Marck (Waldan) et le Fort-Vert, qui ne comptaient approximativement que 100 personnes en 1820, 200 habitants en 1840, et 800 en 1906, ont enregistré :

Pendant la décade 1871-1880 :

Naissances.....	284
Décès	127

soit plus de deux naissances — exactement 2,24 — pour un décès.

Pendant la décade 1891-1900 :

Naissances.....	342
Décès	179

soit exactement 1,91 naissance pour un décès.

Cette diminution, dans le rapport des naissances aux décès, dans cette dernière décade, tient surtout à l'émigration des nubiles qui vont mettre au monde leurs enfants à Calais. Et cette interprétation est pleinement prouvée par ce fait qu'il n'y a eu que 88 mariages pendant la décade 1891-1900, tandis que, dans la décade 1871-80, alors que le chiffre de la population était notablement moins élevé, il fut célébré 87 mariages.

De cette visite à Waldan, nous retiendrons surtout ceci : que l'Assistance publique pourrait très facilement faire ce qu'ont fait les propriétaires des Hemmes d'Oye, des Hemmes de Marck et du Fort-Vert ;

Qu'en agissant ainsi l'Assistance publique doublerait son action bienfaisante. Aux secours qu'elle distribue, se joindrait une gestion fructueuse de ses propriétés. Elle n'y perdrait rien dans ses revenus, l'expérience démontrant chez nous que le bail à long terme est recherché par le locataire, même pour un loyer plus onéreux.

IV. — Les Hameaux de Gravelines.

Les Huttes.— Le Grand-Fort-Philippe.

Le Petit-Fort-Philippe.

La commune de Gravelines, située à égale distance de Dunkerque et de Calais, sur le petit fleuve de l'Aa, comprenait en 1815 deux groupes de population bien distincts :

1° La ville, enserrée dans ses remparts, habitée par des armateurs, des marchands, des bourgeois, comptait, alors comme aujourd'hui, le chiffre fixe d'environ 2.000 âmes : l'excédent de sa population émigrant dans les grandes villes voisines ;

2° Le petit hameau des Huttes, d'origine ancienne, habité par un peuple qui était tout à la fois paysan, jardinier, matelot, et, à l'occasion, pirate, corsaire ou fraudeur, et dont la population s'élevait, en 1815, au chiffre d'environ 700 habitants.

Les matelots des Huttes, logés sur les rives de l'ancien lit desséché de l'Aa, se trouvèrent éloignés du nouveau chenal par lequel le fleuve déverse ses eaux à la mer. Il en résulta que beaucoup d'entre

eux, désireux de se rapprocher de la mer et du lieu de leurs occupations, vinrent s'établir, soit au petit, soit au grand Fort-Philippe.

Ces deux « forts », dont le grand comptait en 1815 une trentaine de maisons, et le petit seulement trois maisons, sont situés à l'embouchure de l'Aa, le premier sur la rive gauche et le second sur la rive droite.

Leurs habitants, grossis par l'immigration venue des Huttes, ne laissèrent pas que de suivre énergiquement le précepte biblique de croître et de multiplier.

Ils le firent tant et si bien que le mouvement de la population est le suivant :

Population des marins

	En 1815.	En 1906.
Aux Huttes.....	700	1.800
Au Petit-Fort.....	20	3.300
Au Grand-Fort.....	120	4.000

Ce qui veut dire qu'en l'espace de 90 ans la population maritime de Gravelines a passé, de 840 au chiffre énorme de 9.100 habitants, en d'autres termes qu'elle *a doublé son chiffre en moins de trente ans.*

On pourra nous objecter que les chiffres de la population de 1815 reposent sur des données historiques insuffisamment établies. A nos yeux, cette objec-

tion n'a pas grande valeur, car nous nous croyons à peu près certain de l'exactitude de nos renseignements. Mais passons à des documents, dont la rigueur mathématique ne peut être contestée.

Pendant les trois décades consécutives de 1871 à 1900, la paroisse de Grand-Fort-Philippe a consigné sur ses registres :

Baptêmes.....	3.711
Sépultures.....	1.606

Il y a donc un excédent de 2.105 naissances, en l'espace de 30 ans, sur un total de 1.606 décès.

Cela fait *2,30 naissances contre un décès*.

Une ombre est apportée, à ce tableau démographique, par ce fait que le nombre des décès comprend une proportion élevée de nourrissons. La mortalité infantile est, en effet, de 271 pour 1.000 à Grand-Fort-Philippe.

Cette forte proportion de décès prématurés est, on l'a vu, largement compensée par le taux élevé de la natalité; mais il ne s'en suit pas moins que ces multiples et évitables décès de nourrissons sont un mal, et qu'il faut en étudier la cause.

La chercherons-nous dans l'alimentation artificielle de l'enfant? Au Grand-Fort-Philippe, comme à Bray-Dunes, les mères allaitent leurs enfants quand elles ont du lait, et, règle très générale, elles en ont. Quand il faut avoir recours à l'alimentation artifi-

cielle, l'enfant survit s'il est vigoureux, il succombe assez souvent s'il est né en état de faiblesse congénitale ou constitutionnelle. On ne peut vraiment pas chercher, dans des différences locales, qui ne portent que sur des nuances, une différence de mortalité qui va du double au simple, de 2 à 1.

Interrogeons donc le régime agraire du Grand-Fort-Philippe ; peut-être nous donnera-t-il la solution du problème que nous cherchons.

Le territoire actuel du Grand et celui du Petit-Fort-Philippe faisaient autrefois partie du domaine maritime. Les marins qui vinrent y habiter s'installèrent comme chez eux, ne se croyant nullement révolutionnaires pour mettre inconsciemment en pratique cette formule : le littoral aux marins. Ils élevèrent des maisons, ils se taillèrent de beaux jardins pour planter leurs pommes de terre et élever leurs animaux de basse-cour. Les nouveaux arrivants et les enfants, en âge de s'établir, firent de même : c'était la terre libre, celle que les émigrants vont chercher à l'étranger. Et les deux hameaux vivaient, prospéraient, multipliaient, et les enfants poussaient tout seuls, très vraisemblablement comme à Bray-Dunes. — (Il n'y a malheureusement pas de documents qui permettent de prouver ce fait avec des chiffres.)

Mais voici que, vers 1850, les choses se gâtent. L'Etat s' imagine de vouloir régulariser la situation

des marins devant le Code, devant le cadastre et devant... le percepteur. Nos matelots sont mis en demeure d'acheter le sol qu'ils occupent. On protesta ; mais comme l'Etat ne demandait que dix à trente francs par terrain occupé, on paya, très heureux d'avoir des titres de propriété légalement établis.

Mais le malheur, c'est que l'Etat, après avoir vendu leur domaine aux marins, ne se fit pas faute de vendre le terrain voisin à des spéculateurs, qui l'achetèrent pour le revendre avec bénéfice à la population croissante des Forts. Pendant assez longtemps, la terre resta à un prix raisonnable, mais aujourd'hui les marins ne trouvent plus de terrains à bâtir qu'à des prix exorbitants, et qui dépassent véritablement les ressources d'une profession si rude et si peu rémunératrice.

Au Petit et surtout au Grand-Fort, il arriva donc ceci : la population se tassa ; les maisons se rapprochèrent jusqu'à se juxtaposer ; les jardins disparurent ; les rues, dépourvues d'égouts, devinrent malsaines et, en dépit du vent du large (qui balaie, de son souffle puissant, les miasmes de la plage), le pays reste malsain. Voilà la cause, à notre avis, de la différence si considérable de mortalité *infantile* qui existe entre Fort-Philippe et Bray-Dunes.

Et cette conclusion nous paraît d'autant plus justifiée que la mortalité infantile va en augmentant, au

fur et à mesure que la population s'accroît et se tasse davantage.

* * *

Quel en est le remède ?

Sur le littoral flamand — comme en Hollande et comme en France, dans la baie de Saint-Michel — il est des endroits où la mer rapporte des terres, des vases, des sables. Elle laisse ainsi des surfaces plus ou moins complètement asséchées, que viennent inonder, pendant quelques heures seulement, les très fortes marées, par exemple les marées d'équinoxe. On comprend qu'il suffise d'une digue en terre, protectrice contre les courts et rares retours offensifs des eaux marines, pour conquérir définitivement ces terrains à la culture et au continent.

Il y a actuellement, en face du Petit et du Grand-Fort-Philippe, des *centaines d'hectares de terres* ainsi presque complètement asséchées, et que la construction d'une digue, déjà ébauchée par le sable des dunes, arracherait définitivement aux eaux de la mer.

Les marins, d'une part, et les spéculateurs, d'autre part, convoitent ces terrains : l'Etat les donnera-t-il à la spéculation qui lui offre d'édifier la digue à ses frais ? ou bien les réservera-t-il aux marins qui en ont absolument besoin, mais qui n'ont pas les res-

sources pécuniaires suffisantes pour construire la digue ?

Telle est l'angoissante question que se pose toute la partie prévoyante des Forts.

A la fin du ^{xviii} siècle, un problème analogue se posa pour les marins des Huttes. Voyons comment il fut résolu par le gouvernement de Louis XV d'abord, et celui de Louis XVI ensuite.

L'ingénieur Vironchaud, puis un autre ingénieur, Davignaud, obtinrent la propriété des terres rapportées qui se trouvaient alors à proximité des Huttes. Mais cette propriété leur fut donnée à la condition qu'une partie des terres, ainsi conquises par eux sur la mer, appartiendrait aux marins des Huttes.

Et voilà comment l'association des inscrits maritimes des Huttes — association sans autre constitution ni statuts, que le fait d'habiter les Huttes — possède, encore aujourd'hui, 72 mesures de terre, « les Vironchaud » et « les Davignaud », dont elle perçoit, et dont elle se partage les revenus. Cette propriété collective comprend encore « la concession des Hollandais », soit au total trente-deux hectares.

Sous l'Empire, après le traité d'Amiens, des marins hollandais, qui avaient combattu pour la France, s'en vinrent émigrer aux Huttes, au lieu de suivre ceux de leurs compagnons qui allaient au Cap et au Transvaal. Les indigènes ne voulurent point partager, avec ces intrus, les revenus de leurs terres.

C'est alors que Napoléon, qui protégeait les immigrants, ordonna d'arpenter la propriété des Huttenarts. On s'arrangea pour trouver un peu plus de 72 mesures. Et l'excédent fut donné aux Hollandais qui, se mariant et se répandant dans le pays, fusionnèrent leur concession avec la propriété des indigènes.

* *

Nous concluons :

1° La différence de mortalité infantile entre les populations, entièrement comparables par ailleurs, de Grand-Fort-Philippe et Bray-Dunes tient *au tassement de la population* de Grand-Fort-Philippe et aux mauvaises conditions hygiéniques *qui en résultent*. Elle démontre l'impérieuse nécessité de donner de la terre à ces marins ;

2° L'exemple des « Vironchaud » et des « Davignaud » des Huttes démontre que l'Etat pourrait, *sans bourse délier*, donner satisfaction aux marins en leur réservant une partie des terres rapportées qui touchent leur territoire, et dont le reste servirait à payer généreusement le particulier qui prendrait à sa charge la construction de la digue

V. — Fort-Mardyck.

Ce qui fait, de Fort-Mardyck, une commune du plus haut intérêt, c'est qu'elle est une colonie *à l'intérieur* : une colonie, portant le cachet du génie de Colbert ; une colonie qui s'est maintenue, et qui a prospéré à travers toutes les épreuves et toutes les révolutions de ces deux derniers siècles ; une colonie qu'il suffirait de reproduire, soit dans les plaines désertes de la métropole, pour combattre efficacement la dépopulation, soit dans nos possessions coloniales pour y assurer la prépondérance de la race française.

Son origine se rattache à celle de la puissance maritime de la France au ^{xvii}^e siècle. A cette époque, le petit havre, qui servait de repaire aux corsaires dunkerquois, et que la nature avait placé au fond d'une rade hérissée de bancs de sable extrêmement dangereux, n'était facilement accessible que par un étroit passage qui rasait la côte, et qui était sous le feu de ses batteries. Un fort, le fort de Mardyck, s'élevait en ce point stratégique de toute première importance. Pour fournir ce fort de défenseurs fidèles, Louis XIV réso-

lut de l'entourer d'une population de marins d'origine française.

L'histoire et les documents authentiques ont conservé les noms des quatre familles immigrées en 1670. Les Benard, les Everard, les Godin et les Zoonnekynndt, venus de Cucq en Picardie, furent constitués en « Association de matelots pêcheurs ». Et c'est non pas aux individus, mais à l'Association que fut donnée la propriété des 125 hectares de dunes qui entouraient le Fort. De par la volonté de Louis XIV, cette concession était inaliénable ; mais sous cette seule et unique réserve, l'Association pouvait gérer son bien en toute liberté, au mieux de l'intérêt de ses membres.

Ceux-ci s'établirent à leur gré, cultivèrent de la concession ce qui leur convint, laissant le reste à l'état de biens de vaine pâture. Les familles se multiplièrent, se rapprochèrent et, finalement, par tâtonnement, s'attribuèrent en dot, à chacune, 22 ares de terre. Plus tard, pour la facilité des échanges entre membres d'une même famille, la dot de 22 ares put être partagée en six « carrés » irréductibles, de telle sorte qu'une même famille pût jouir de ses six carrés, en deux ou plusieurs parcelles. D'autre part, les biens, laissés primitivement à l'état de vaine pâture, furent loués à des propriétaires voisins, et les revenus servirent à l'alimentation d'une caisse de secours. Depuis 1868, époque où le territoire de Fort-Mar-

dyck fut érigé en commune, l'Association des matelots pêcheurs est devenue le Conseil municipal de Fort-Mardych, et la caisse de secours la caisse du Bureau de bienfaisance.

En définitive, le territoire de Fort-Mardych appartient à la commune, qui ne peut l'aliéner. De ce territoire, chaque famille a droit, au moment du mariage, à une dot irrévocable de 22 ares, sous la seule condition d'habiter la commune. Ces dots terriennes sont transmises, presque toujours, au moment de la mort de l'époux survivant, à l'un des enfants. Une dot, et rien qu'une dot de 22 ares par famille, voilà le principe fondamental de l'Association. Si de nombreuses tolérances sont accordées, à titre temporaire et provisoire, il arrive toujours un moment où, du fait d'un décès ou d'un mariage, l'observation du règlement est rétablie.

On remarquera que nul étranger ne peut devenir propriétaire à Fort-Mardych, que les habitants eux-mêmes ne sont qu'usufruitiers, il est vrai à perpétuité, et avec transmission possible à l'un de leurs enfants. La conséquence de ce régime agraire, — si spécial chez nous, mais si général au Japon et en Indo-Chine — c'est que la maison, bâtie par le Fort-Mardychois sur sa dot terrienne, est, en fait sinon en droit, tout à fait insaisissable. Elle n'a, et ne peut avoir, pour un créancier qui voudrait la saisir, d'autre valeur que celle des matériaux par terre.

Quels sont les résultats de ce régime agraire pour les individus, pour les familles, pour la collectivité mardyckoise et pour la région avoisinante?

La population de Fort-Mardyck était :

En 1821 de.....	300 âmes.
En 1851 de.....	650 —
En 1881 de.....	1.375 —

Elle se double donc, en moins de trente ans, et cela malgré une certaine émigration sur Dunkerque.

Les mariages sont précoces. Les renseignements, trouvés à ce sujet dans les registres paroissiaux, ont donné :

Pour les garçons :

13 mariages avant.....	20 ans
128 — entre.....	20 et 24 ans
74 — entre.....	25 et 28 ans
7 — après.....	32 ans.

Pour les filles :

91 mariages avant.....	20 ans
117 — entre.....	20 et 24 ans.

Les naissances sont nombreuses : une moyenne de cinq enfants vivants, par famille, et cela malgré le grand nombre de jeunes veuves (pêche en Islande), dont très peu se remarient, et malgré une proportion relativement considérable de mariages stériles (con-

sanguinité superposée depuis de très nombreuses générations).

Les naissances naturelles sont très rares : une seule pour 60 naissances.

Les enfants sont robustes, et la mortalité est relativement fort peu élevée, dans la première et dans la seconde enfance.

Sur 100 enfants, nés vivants (les mort-nés sont exclus), il meurt :

	à Fort-Mardyck	à Dunkerque
De 0 à un an.....	13	27
De 1 à 5 ans.....	7	13
De 5 à 20 ans.....	6	6

Autrement dit, sur 1.000 naissances, on trouve, à l'âge de 20 ans, 740 enfants à Fort-Mardyck et seulement 540 à Dunkerque.

Tels sont les résultats constatés en 1890 dans la commune de Fort-Mardyck. Ne démontrent-ils pas, d'une manière éclatante, l'excellence de la méthode de colonisation française au xvii^e siècle : donner un territoire, en propriété inaliénable, à une association en laissant à celle-ci toute liberté d'en tirer le meilleur parti possible.

La valeur de cette méthode nous sera surabondamment démontrée, par la manière dont la petite colonie mardyckoise résiste, depuis quinze ans, à l'une des plus dures épreuves qui l'aient frappée.

Il se trouve que, depuis 1890, sa concession territoriale est complètement occupée, à part quelques dunes de sable volant tout à fait impropres à la culture. D'autre part, la crise de la pêche en Islande est telle que certains navires malheureux reviennent, après six mois, sans pouvoir donner d'autre rémunération aux marins que celle payée avant le départ sous le nom « d'avances ». Enfin, tandis que l'agrandissement de Dunkerque et le travail industriel à Saint-Pol sollicitent une nombreuse émigration de Fort-Mardyck, les cabarets établis à deux pas du village, sur le territoire de Petite-Synthe, ont obtenu la liberté de rester ouverts toute la nuit du dimanche au lundi. Or, malgré toutes ces causes de dissolution et de ruine, la commune de Fort-Mardyck maintient sa haute natalité, et souffre surtout d'une plus grande mortalité des nourrissons que les mères sont obligées de confier aux aïeules pour se livrer, loin de chez elles, à un travail rémunérateur.

Les tableaux de la page 86, établis d'après les renseignements de l'état-civil de Fort-Mardyck, en feront foi.

Ces tableaux donnent le nombre de naissances, de décès, et enfin le nombre de naissances pour un décès par décade à Fort-Mardyck.

DÉCADES	NAISSANCES	DÉCÈS	QUANTIÈME
1871-1880.....	512	221	2,31
1881-1890.	644	301	2,14
1891-1900.....	677	395	1,71
Totaux	<u>1833</u>	<u>917</u>	<u>2</u>

Mais si le nombre des naissances reste *proportionnellement* très élevé, l'émigration sur Saint-Pol et Dunkerque empêche la population de Fort-Mardyck d'augmenter.

Elle était :

En 1881 de.....	4.375 habitants
En 1891 de.....	4.672 —
En 1901 de.....	4.686 —

Par décade, à Fort-Mardyck, combien de naissances, combien de décès de nourrissons (0 à 1 an), de décès de 1 à 5 ans, de décès de 5 à 20 ans ?

DÉCADES	NAISSANCES	DÉCÈS de 0 à 1 an	DÉCÈS de 1 à 5 ans	DÉCÈS de 5 à 20 ans
1871-1880....	512	64	19	10
1881-1890....	644	100	27	26
1891-1900....	677	141	54	23
Années				
1901-1902....	429	17	1	5

L'étude de ce tableau montre que la mortalité des nourrissons a été pour 1.000 naissances :

Mortalité des nourrissons.

125 décès pendant la décade	1874-1880
155 — — —	1881-1890
209 — — —	1891-1900
132 — — —	les deux années 1901-1902.

Elle démontre encore la très faible mortalité, relative de 1 à 20 ans, ainsi que l'indiquait le docteur Louis Lancry dans sa thèse sur Fort-Mardyck.

Avant de terminer cette très succincte notice, il est un fait qui mérite une attention *toute particulière*. C'est que les dots terriennes se couvrent pour ainsi dire spontanément de maisonnettes.



Fig. 1.

Ces maisonnettes, fruit de l'expérience accumulée de vingt générations, sont un type idéal d'ha-

Et ce type s'appelle la « Maison Mardyckoise ». Nous allons la décrire.

C'est la *maison à compartiments*, se développant et s'agrandissant, comme un vêtement de pierre, au fur et à mesure que s'accroît la famille qui l'habite. Une pièce centrale et unique, pour les jeunes époux — *maison maillot* — puis, successivement, un appentis sur le pignon — *maison jupon* — un appentis par derrière — *maison tournure* — et enfin, sur l'autre pignon, un troisième appentis ou plutôt la répétition de la grande pièce primitive — *maison crinoline*.

A notre avis, la véritable solution du problème de l'habitation à bon marché consiste non pas dans la construction de maison pour les ouvriers, mais dans la mise à leur disposition d'un morceau de terre. Quand on a du terrain, nous disait l'un d'eux, on trouve toujours des briques pour bâtir dessus.

VI. — La maison spontanée

(LA CHAUMIÈRE MODERNE).

I

La maison spontanée, émanation du génie populaire, gaie, riante, gracieuse, toujours identique dans sa conception primordiale, mais diversifiée et personnelle par l'infinie variété de ses détails et de ses ornements, est la fille directe et légitime de l'ancienne chaumière, de celle que chanta Béranger

On en parlera longtemps
Sous le chaume et la feuillée

et d'où sortirent les indomptables soldats de la Révolution et de l'Empire. Là où elle existe encore, en Flandre, en Bretagne, c'est surtout à la jouissance des biens naturels, l'air, le soleil, la terre et l'eau, qu'on demande les satisfactions physiques et la santé, et, à la méditation du grand livre de la nature, la formation du jugement. Si le cerveau est peu cultivé, les entrailles sont saines, les enfants poussent vigoureux, solides, et si nombreux que les décès infan-

tiles peuvent être attribués à la loi, cruelle mais salubre, de la sélection naturelle. Ces chaumières sont les racines de la race française, et c'est à la disparition des chaumières qu'il faut attribuer le phénomène de la dépopulation.

II

Cette antique chaumière existe encore dans de nombreux villages flamands, de l'arrondissement d'Hazebrouck et de la Flandre belge. Modernisez-la, bâtissez-la en briques, couvrez-la en pannes rouges,



Fig. 3. — Maison d'ouvrier agricole (Grande-Synthe) bâtie sur bail emphytéotique. Le sol appartient au grand propriétaire, dont on aperçoit la ferme plus loin. Loyer : Cinq pour cent de la valeur de la terre.

élargissez les fenêtres, adaptez la cheminée pour recevoir un foyer en fonte, et vous aurez la chaumière moderne, la maison spontanée que nous voulons présenter.

C'est tantôt la modeste maison de l'ouvrier agricole, cultivant son coin de terre et louant ses bras à la grande ferme voisine (fig. 3).

Tantôt la grosse maison du journalier propriétaire, dont les nombreux enfants, élevés suivant les anciennes mœurs, quittent l'école au plus tard à quatorze ans pour se mettre au travail, dédaignant le fonctionnarisme et les places d'écrivain dans un bureau (fig. 4).



Fig. 4. — Maison d'un journalier propriétaire à Ghyvelde. Sept enfants vivants, dont les trois aînés travaillent et gagnent pour la maison.

Cette maison n'a pas été bâtie tout d'une venue, telle que la représente la figure 4. Les parents ont commencé petitement, et leur habitation n'a été tout d'abord que celle représentée dans la figure 5.

Mais, la famille se développant, il a fallu également agrandir la maison.

Nous trouvons le même type de maisons chez les marins que chez les ruraux.



Fig. 5. — Maison d'un journalier agricole bâtie sur terrain d'autrui (bail à long terme). La barque est sur le canal de Dunkerque à Furnes. Entre le canal et la maison, le « Coin de terre ».

Voici la modeste demeure d'un pêcheur d'Islande qui va l'hiver à la mer, l'été dans les travaux industriels ou agricoles (fig. 6).



Fig. 6. — Maison d'un modeste pêcheur d'Islande sur le territoire de Petite-Synthe.

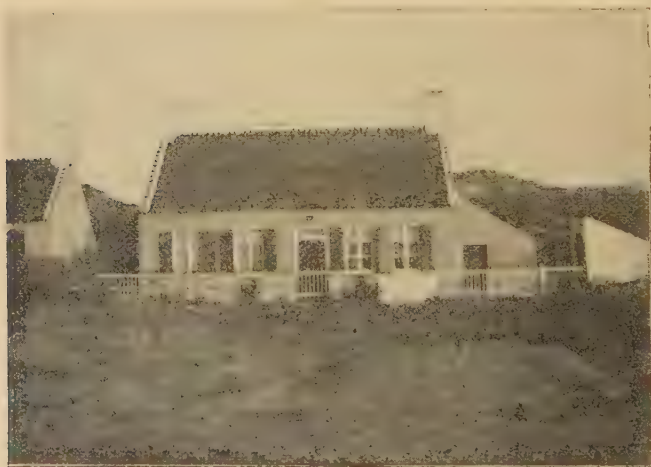


Fig. 7. — Maison d'un maître de pêche au Petit-Fort-Philippe. Les filles travaillent à la maison, les garçons vont à la mer avec leur père. La ligne blanche sur le toit, due au mortier qui fixe les pannes sur l'arête de l'ancien pignon, montre que la maison a été bâtie en deux périodes.

La figure 7 représente la maison d'un marin à l'aise, ayant nombreuse famille, et dont les fils aînés vont à la mer avec lui (fig. 7).

Voici une vue d'un coin de Bray-Dunes, ce délicieux village de marins, dont les quatre cents maisons bâties à l'abri des dunes, nichées dans un nid de verdure, sont alignées parallèlement à la ligne de chemin de fer (fig. 8).



Fig. 8. — Vue de Bray-Dunes. Il y a quatre cents maisons, grandes ou petites, comme celles que nous apercevons. En doublant la maison de gauche, on obtient la maison de droite. Cette opération a été faite sur la maison du milieu ainsi qu'en témoigne la ligne blanche qui coupe la toiture. — Admirer ce village en se plaçant près le bureau de la douane française, sur la route de Dunkerque à Furnes.

III

Quelle est la genèse de ces maisons, qui ont poussé, si nombreuses, sur notre littoral et dans nos campagnes, qu'elles constituent une des caractéristiques du pays ?

La genèse de ces maisons est exactement la même dans sa condition fondamentale, que celle des anciennes chaumières du début du XIX^e siècle : il s'est trouvé que, par suite de conditions locales diverses, nos marins et nos ouvriers agricoles ont pu profiter d'un coin de terre en jouissance durable, *d'une dot agraire*, à un moment voisin de leur mariage et de leur entrée en ménage.

A Grand-Fort-Philippe, et à Petit-Fort-Philippe, les marins émigrés du hameau des Huttes (Gravelines) se sont, jusqu'en 1850, installés d'autorité sur un territoire inculte appartenant au domaine maritime.

A Loon-Plage, les habitants des « Kimpen » peuplent un ancien bien d'église laissé, après la Révolution, comme « champ d'asile » aux indigents de la commune. Ils sont aujourd'hui cinq ou six cents âmes. Toutes les familles se sont bâti des maisonnettes, assurément fort pauvres, mais assainies par le jardin qui les entoure. En voici un spécimen (fig. 9).

On connaît la constitution de Fort-Mardyck (fig. 10) : le territoire appartient depuis 1670 à une



Fig. 9. — Cabane des Kimpen de Loon-Plage. La façade et le pignon de gauche sont en dur, le reste est en torchis qui ne prend pas l'humidité, nous dit le propriétaire de la maison. Le père a 28 ans, le mère 26 ; cinq jeunes enfants. — La commune leur offre d'acheter, à peu près pour rien, les 45 ares de terre sur lesquels ils se sont installés, mais on hésite : quand on sera propriétaire il faudra payer l'impôt, peut-être perdre les secours du bureau de bienfaisance, et s'exposer, en cas de malheur, à être expulsé.

association de familles, qui en dispose à son gré. Elle donne une dot agraire viagère, gratuite, à tout jeune ménage dont le mari est marin, et dont l'un des époux est originaire de la commune (fig. 10).

A Bray-Dunes, le territoire actuel était autrefois une dune communale, sans valeur, appartenant à la

commune de Glyvelde. Celle-ci y a laissé les marins s'installer, croître et multiplier.



Fig. 10. — Vue de Fort-Mardyck. -- Maisons mardyckoises.



Fig. 11. — Vue de Fort-Mardyck à la limite des dunes. (La figure 10 est prise de la grand'route).

IV

Mais comment arrive-t-on à bâtir ces maisons ?

Il y a deux procédés, le premier pour les petites maisons (figures 3, 6, 9), celles à deux fenêtres de façade, et à pièces de petites dimensions ; le second pour les grandes maisons, qui se bâtissent presque toujours en deux périodes.



Fig. 12. — Rosendael-les-Choux. Maison d'un rural émigré à Rosendael-les-Choux. Tout en demandant au travail du port ses principaux moyens d'existence, cet ouvrier cultive un jardin de onze ares.

Dans le premier procédé, le jeune ménage réunit quelques économies, trouve quelque argent à em-

prunter, et se fait bâtir, par un maçon du village, une maisonnette dont le prix ne dépassera jamais onze cents francs. Sur cette maisonnette, il devra quelques centaines de francs au maçon et, souvent aussi, quelques centaines de francs au marchand de briques. Tout cela se paiera, intérêts compris, en une dizaine d'années.

Dans le second procédé, la maison se bâtit par périodes successives, dont la figure 11 montre les deux principales.



Fig. 13. — Deux maisons rurales à Adinkerque (Belgique). A droite la maison primitive, à gauche la maison doublée.

A l'analyse, on peut distinguer jusqu'à quatre

Plan des différentes phases de construction de la maison "La Mardychoise"

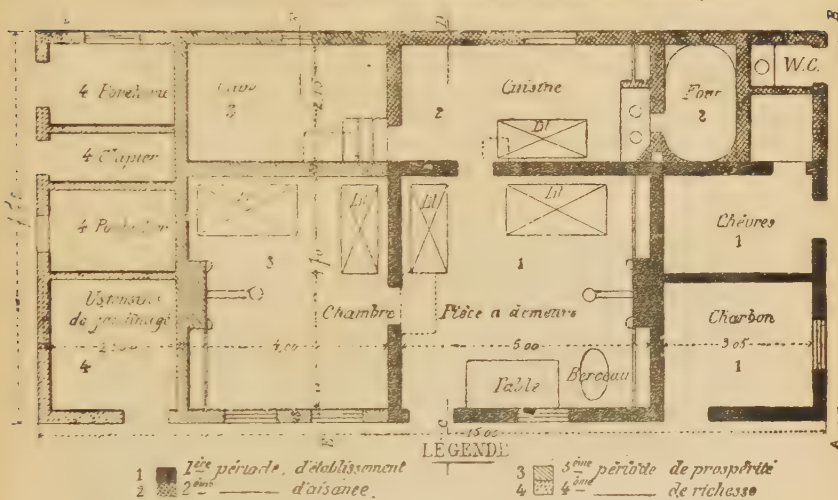


Fig. 14. — Plan de la maison populaire de la Flandre-Maritime, que nous avons décrite sous le nom de « Maison Mardychoise ».



Fig. 15. — A gauche, la demi-maison (période d'aisance). A droite, la maison complète (période de prospérité).

périodes consécutives, qui sont faciles à voir sur le plan de la maison mardyckoise (figure 14).

Cette manière de procéder sera également mise



Fig. 16. — Maison sur jardin ouvrier. Une grande pièce centrale, un appentis à droite et un appentis postérieur. Orientation au sud. Cette maison, quand elle pousse spontanément, ne loge que le père, la mère et trois jeunes enfants. Nous l'avons louée à un ménage de huit personnes qui, pour 14 francs par mois, sont beaucoup moins mal logées qu'elles ne l'étaient précédemment à Saint-Pol pour 28 francs. De plus, elles jouissent d'un jardin ouvrier de 500 mètres carrés de superficie. Les voisins sont venus se faire photographier avec les habitants de la maison.

en évidence par la photographie de quatre maisons, que nous avons fait bâtir à Coudekerque-Branche sur nos jardins ouvriers (fig. 14, 15, 16, 17).

Si nos locataires, qui occupent les trois maisons dont nous venons de donner un échantillon, parvenaient à faire quelques économies, — ce qui devrait arriver avec leurs nombreux enfants qui grandissent,



Fig. 47. — Même maison que précédemment, mais vue latérale ment. L'abaissement de la toiture en arrière est un fait presque général. Il est imposé par la violence du vent du nord. L'appentis latéral est exceptionnellement large, il sert de cuisine.

qui pourraient travailler et gagner pour la famille, — la maison précédente (figures 13 et 14), deviendrait celle que représente la figure 16.



Fig. 18. — Une des maisons bâties sur nos jardins ouvriers. Qu'on efface par la pensée toute la partie à gauche de la ligne noire du toit, et on aura, à part l'appentis latéral beaucoup plus petit, exactement la maison de la figure 13.

Voici la vue du petit groupe de maisons, que nous avons fait bâtir sur nos quatre jardins ouvriers de Coudekerque-Branche. Ces jardins sont chacun d'une contenance de 500 mètres carrés.

Comment la maison spontanée arrive-t-elle à ne coûter que 2.000 francs, alors que la nôtre, plutôt moins belle sinon plus solide, nous revient à 2.600 francs ? C'est que, dans la maison spontanée, à part les briques et la grosse charpente, tout se fait pour ainsi dire d'occasion. On attend, pour le charroi des briques, que le voisin qui possède cheval et voiture

n'ait pas à les utiliser ; on s'adresse à un maçon, en s'entendant avec lui pour choisir le moment qui lui convient ; on aide ce maçon, ce qui dispense de



Fig. 19. — Vue d'ensemble d'un essai de quatre jardins-maisons bâties par le Docteur Lancry à Coudekerque-Branche, à la suite d'un don gracieux de cinq mille francs fait par M. Lucien Choquet, de Dunkerque.

payer l'apprenti ; on se charge de faire soi-même, et tout à loisir, la peinture, l'aménagement intérieur et extérieur. Bref, on s'aide entre petites gens. Nous avons dû confier la construction de nos maisons à un entrepreneur, et payer le terrain au prix très élevé de 2 fr. 85 le mètre carré.

Et pour les petites maisonnettes, bâties partie en torchis, comme celle des Kimpen (fig. 7), on fait le torchis soi-même, on trouve des briques ou des panes dans une maison à démolir, on achète une porte

et quelques boiseries chez un revendeur : nous avons vu une maisonnette qui, *d'argent déboursé*, n'a coûté que 300 francs ! Et dans cette maison, assainie par les 1.500 mètres carrés de jardin qui l'entourent, il y avait 6 personnes bien portantes, habituées au plein air et à la vie frugale.

Coupe Transversale par E.F.

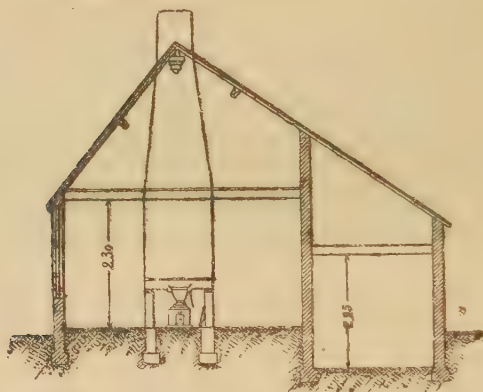


Fig. 20. — Elévation de la maison Mardyckoise.

VII. — La Dot agraire.

Tout Français, dans les campagnes, devrait pouvoir, au moment de son mariage, avoir la jouissance viagère d'un coin de terre suffisant pour vivre, pour se bâtir une maisonnette. Ce ne serait que justice puisqu'il est originaire du pays et que la terre est un bien naturel, qui fait partie du lot commun donné à l'humanité. Ce serait aussi une mesure très sage qui retenant les ruraux dans les campagnes, empêcherait l'immigration exagérée dans les villes. En effet, c'est cette exagération de l'immigration urbaine qui est la cause du surpeuplement, de la mauvaise hygiène, de l'alcoolisme, de la tuberculose, de la stérilité des mamelles, de l'avarie, de la dépopulation, sans compter la révolte contre l'ordre établi, l'anarchisme, l'anti-patriotisme, l'antimilitarisme, etc.

La dot agraire n'a de nouveau que son nom. Elle existe encore aujourd'hui à l'état de vestiges sous une forme ou sous une autre.

A Dunkerque, les terrains militaires des remparts qui appartiennent à « la Guerre », le parc de la Ma-

rinc qui appartient à « la Marine », les rives des nombreux canaux qui appartiennent « aux Ponts et Chaussées », la plage qui n'est à personne, constituent des ressources très précieuses, tout au moins pour la bonne santé de la population ouvrière.

Sur le littoral, l'absence d'accaparement du sol des dunes, a permis à une nombreuse population maritime de se tailler une véritable « dot agraire ».

A Hespaut, près Saint-Omer, la commune possède une vaste colline dont la surface est à l'usage de tous les habitants et dont la profondeur est pleine de carrières de craie, louées au profit de la commune.

A Beuvry, près Douai, la commune jouit d'un droit de pâturage sur les prairies de Quennebray et dans la forêt de Marchiennes qu'elle a su conserver depuis l'année 1318, et dont la propriété était encore proclamée par le Conseil général du Nord (séance du 30 août 1889).

A Lens, il y a 450 parts de marais de 7 à 8 ares chacun, jadis « dots agraires » parce qu'on les obtenait au moment du mariage, aujourd'hui « retraites agraires » parce qu'on ne les obtient qu'à un âge avancé.

A Arcques, près Saint-Omer, le maire, le Docteur Alexandre, a créé, sous le nom de « Jardins ouvriers », des parts de marais au profit des ouvriers. Ajoutons que l'exploitation des carrières de Cailloix lui a permis de créer et de doter un hôpital et une Goutte de

lait qui ne coûtent pas un centime à la commune.

Dans la Flandre française une foule de maisonnettes sont bâties sur bien d'autrui (bail emphytéotique). Mais voici qui est plus curieux : une codification des biens communaux faite sous le nouveau régime par l'Administration du Premier Empire est encore en vigueur aujourd'hui :

DÉPARTEMENT
DE LA SOMME

ARRONDISSEMENT
DE MONTDIDIER

RÈGLEMENT

sur le partage et la jouissance des « Biens communaux de Beuvraignes », arrêté par M. Quinette, chevalier de l'Empire, préfet du département de la Somme, le 1^{er} mars 1809, sur la proposition de M. Lendormy, sous-préfet de l'arrondissement de Montdidier.

ARTICLE I^{er}. — Les Biens communaux de Beuvraignes se composent de deux cent vingt-six hectares environ (500 journaux, ancienne mesure de Roye) de terres labourables divisées en 219 lots, renommés contenir chacun 103 ares (224 verges, ancienne mesure de Roye). Ces lots sont composés de quatre pièces renommées contenir 23 ares 75 centiares chacune (56 verges, même mesure).

ART. II. — Ces biens sont inaliénables ; ceux ou celles qui sont appelés à en jouir sous les conditions ci-après n'ont qu'un simple usufruit.

ART. III. — La jouissance ne peut s'obtenir : 1^o Que

par succession directe des pères et mères aux enfants ;
2° Par droit d'ancienneté aux contributions.

ART. IV. — Il n'est rien innové à l'égard de ceux qui sont maintenant en jouissance d'un bien communal ; ils continuent d'en jouir paisiblement sans qu'on puisse rechercher ni critiquer l'origine de cette jouissance ; elle sera transmise comme les autres.

ART. V. — La jouissance usufruitière d'un lot de bien communal qui s'obtient par succession n'a lieu qu'en ligne directe des pères et mères à leurs enfants. Les petits-enfants en sont exclus : tout autre degré de parenté n'y donne aucun droit.

ART. VI. — Le lot d'un bien communal appartient de droit au chef de famille le plus ancien marié. Néanmoins, un célibataire, pourvu qu'il soit originaire de la commune et anciennement cotisé aux contributions, a droit d'y prétendre à son tour, et en cas de concurrence entre le plus ancien marié et un célibataire, le plus ancien cotisé a la préférence et l'emporte.

CONCLUSIONS

C'est à la lumière des lois de la biologie générale, qu'il faut interpréter le fait de la dépopulation française.

L'espèce humaine, comme toute espèce vivante, prospère, croît et multiplie dans son *milieu naturel*; elle s'étiole, décroît et disparaît dans un *milieu artificiel* qui lui est contraire..

Le *milieu rural*, caractérisé par la vie au grand air, le contact avec la terre, et *la jouissance de la terre*, est le milieu naturel de l'espèce humaine.

Le *milieu urbain*, caractérisé par la vie dans des amas de pierre, sur l'asphalte et les pavés, est aussi contraire à la perpétuité de l'espèce humaine, qu'à la perpétuité des espèces animales supérieures et des espèces végétales.

En fait, partout et toujours, c'est la campagne qui produit les hommes, comme elle produit les chevaux, comme elle produit les arbres. *La campagne est féconde.*

En fait, partout et toujours, la ville consomme les hommes, comme elle consomme les chevaux, comme elle consomme les arbres. *La ville est meurtrière.*

D'autre part, la nature a voulu la perpétuité de la race humaine comme la perpétuité des espèces; assurant cette perpétuité, contre les causes accidentelles de destruction (guerre, fléaux épidémiques, artifices de stérilisation), par une prolificité naturelle, bien supérieure à la puissance destructive des causes accidentelles. C'est donc une erreur d'attribuer aux causes d'ordre moral, économique, social, la prépondérance dans le fait de la dépopulation française. Toutes ces causes secondaires, si puissantes qu'on les suppose, seraient insuffisantes si la loi capitale et primordiale de la vie dans le milieu naturel n'était observée.



Le processus de la dépopulation française est le suivant :

1° *Soustraction du milieu naturel*, aux populations des campagnes, par le retard de la jouissance de la terre, du fait de l'aliénation des biens communaux.

2° *Exode rural* qui se fait en masse, retirant chaque année, des campagnes, plus de 120.000 ruraux, (la valeur de quarante régiments).

3° *Immigration urbaine* qui jette, chaque année,

dans le milieu artificiel et antibiologique des villes, 120.000 ruraux, qui, dans un laps de temps plus ou moins éloigné, sont perdus pour la reproduction et la perpétuité de la race.

4° Le milieu urbain, envahi par cette armée de ruraux, les livre au surpeuplement, à la vie anormale, à l'alcoolisme, à la tuberculose, à la stérilité des mamelles, aux affections génitales, et finalement à la disparition prématurée comme individus, et à l'extinction de la race. Le peuplement des villes françaises se fait par immigration.

L'exode rural dépeuple les campagnes. Il est tellement général que bien des campagnes, privées de leurs adultes reproducteurs, n'arrivent plus à s'accroître, malgré une prolificité biologiquement suffisante et souvent surabondante des producteurs qui leur restent. La dépopulation des campagnes, là où elle existe, est le fait du dépeuplement.

La pseudo-démographie contemporaine fait abstraction des migrations de la population, et, de ce fait, elle masque ou dissimule l'action *meurtrière* des villes, comme elle dissimule le caractère *prolifique* des campagnes. Elle doit revenir, pour être l'expression de la vérité, aux judicieux principes posés par Bertillon : comparer des agglomérations comparables entre elles, c'est-à-dire comprenant sensiblement le même nombre de reproducteurs, d'enfants et de vieillards.

* * *

Tous les remèdes, proposés pour combattre la dépopulation française, vont à l'encontre de cette loi biologique, absolue : toute espèce vivante, mise dans un milieu contraire à son développement, est fatalement vouée à la disparition : en dépit de l'orgueil humain, qui rêve de superhomme et de super-humanité, *sic volvere fata* : Vivre dans le milieu voulu par la nature, ou disparaître comme race.

Les Gouttes de lait, les Maisons à bon marché sont donc, et ne peuvent être, que des expédients. Pour s'en convaincre, à la lumière des faits, il suffit de comparer la diminution des naissances partout où on s'enorgueillit d'une diminution des décès.

C'est donc le retour à la terre, le retour au milieu naturel qui constitue le remède causal à la dépopulation française.

Il faut coloniser à l'intérieur : il faut rendre de la terre aux communes, pour en faire bénéficier les ouvriers des campagnes.

* * *

D'une manière concrète, le remède à la dépopulation française consiste à rendre de la terre à cultiver aux ruraux des campagnes qui en sont dépourvus, à créer des *dots agraires viagères*.

Sur la terre, assurée dès l'origine de la famille et

pour toute la durée de la vie, la maison populaire pousse spontanément.

* *

En fait nous demandons qu'on transporte à la *campagne*, au profit des *jeunes mariés* valides, une partie des secours distribués actuellement *en ville aux vieillards* par l'assistance publique.

En un mot que l'Assistance publique consacre, la moitié de ses 200 millions de dépenses annuelles, à faire de la *prévoyance publique*.

VU :

Le Président de thèse,

Albert ROBIN.

VU :

Le Doyen,

L. LANDOUZY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Vice-Recteur de l'Académie
de Paris,*

L. LIARD.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Annuaire du département du Nord.

BERTILLON (D^r J.). Annexe à l'annuaire statistique de la ville de Paris pour 1905.

Bulletin officiel de la ville de Paris.

Compte rendu du Congrès international des Jardins ouvriers (1903).

Journal officiel, 8 janvier 1902 ; 6 janvier 1907.

LANCRY (D^r G.). Le Jardin ouvrier et la dot terrienne.

(*Annales d'hygiène publique et de Médecine légale*, septembre 1905.)

— Le terrianisme.

— Les Villes Meurtrières. La dot agraire.

— Les populations physiologiques du littoral du Nord.

— La Maison spontanée sur la dot agraire.

LANCRY (D^r L.). La commune de Fort-Mardyck, étude historique, démographique et médicale. Thèse, Paris, 1890.

LEMIRE. Le coin de terre et du foyer. *Revue Mensuelle*.

LETULLE (D^r). *Presse Médicale*, 26 octobre 1904.

MÉLINE. Le retour à la terre et la surproduction industrielle.

PINARD et RICHET. Rapport sur les causes physiologiques de la diminution de la natalité en France. (*Annales de gynécologie*, janvier 1903.)

ROBIN (A. Prof.) Discours prononcé au Congrès international des Jardins ouvriers. Paris, 1903.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	7
DIVISION.....	10
PREMIÈRE PARTIE.....	12
I. — La région de Dunkerque	12
I. — La campagne flamande.....	12
II. — Dunkerque et ses faubourgs.....	16
III. — Erreurs relatives à la dépopulation.....	23
II. — Le territoire français. (Le peuplement des grandes villes)	31
Ce peuplement se fait par immigration.....	31
Accroissement de la population urbaine.....	35
Peuplement et dépopulation.....	35
La banlieue de quelques grandes villes.....	38
Importance de l'immigration urbaine.....	39
Grande banlieue de Paris.....	41
Groupe des 50 grandes villes de province.....	41
Le dépeuplement des campagnes.....	43
Le fait et la cause de la dépopulation française....	45
DEUXIÈME PARTIE.....	50
EXPÉRIENCE SOCIALE.....	50
I. — <i>Les Kimpen de Loon</i>	52
II. — <i>Bray-Dunes</i>	60

III. — <i>Les Hemmes</i>	66
IV. — <i>Les hameaux de Gravelines</i>	72
V. — <i>Fort-Mardyck</i>	80
VI. — <i>La maison spontanée. (La Chaumière moderne)</i>	90
VII. — <i>La dot agraire</i>	107
CONCLUSIONS.....	111
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.....	117